

resse.ca

# LA PRESSE

## GUIDE NFL 2004

32 ÉQUIPES RÊVENT DU SUPER BOWL

SPORTS PAGES 5 À 9 ET 12



**DOSSIER**

### QUI SONT LES 18-24 ANS?

2. COMMENT AIMENT-ILS?

PAGES A6 ET A7

**TENNIS**

UNE FINALE FEDERER-HEWITT À NEW YORK

SPORTS PAGE 4

## 11 septembre Trois ans plus tard, les Américains se recueillent

# BUSH RÉSOLU DANS SA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**ALEXANDRE SIROIS**  
WASHINGTON

Alors que les Américains commémoraient sobrement hier le troisième anniversaire des attaques du 11 septembre 2001, George W. Bush a profité de l'occasion pour exposer une fois de plus sa détermination à lutter contre le terrorisme.

Alors que de nouveaux sondages confirment son avance dans la course à la Maison-Blanche et démontrent que son attitude face au terrorisme demeure sa force, le président américain a promis qu'il n'y aurait pas de laisser-aller.

« Les États-Unis sont déterminés à continuer de mener l'offensive et à poursuivre les terroristes peu importe où ils s'entraînent, dorment

ou tentent de prendre racine », a déclaré Bush en matinée, lors de son allocution radiophonique hebdomadaire.

À moins de deux mois de l'élection présidentielle, il a exceptionnellement prononcé ce bref message en direct, devant les caméras, assis dans le Bureau ovale. Lisant son texte à l'aide de lunettes, il était notamment accompagné par

une poignée de proches des victimes des attentats d'il y a trois ans. Sa sortie énergique tranchait avec celle de l'an dernier, où il avait adopté un profil bas.

« Les États-Unis d'Amérique sont déterminés à protéger notre territoire contre de futures attaques. »

► Voir BUSH en A2

## Coupe du Monde Le Canada passe en finale



Vincent Lecavalier est devenu le héros d'un match qui aurait pu échapper au Canada, hier. En déjouant Tomas Vokoun en prolongation, le Québécois a inscrit le but de la victoire de 4-3 aux dépens de la République tchèque et permis aux siens d'accéder à la finale de la Coupe du monde, mardi. Les détails, pages 1 à 3 du cahier Sports.

## Québécois disparu au Brésil

ÉMILIE CÔTÉ

Depuis cinq jours, Marie-Line Deslauriers est sans nouvelles de son conjoint, parti en voyage d'affaires au Brésil. Rongée par l'inquiétude, la mère de deux enfants doit supporter le doute, mais également l'apparente indifférence des autorités canadiennes, qui ne semblent pas habitées par le même sentiment d'urgence qu'elle.

Son conjoint, Serge Bérubé, est ingénieur et chargé de projet chez Voith Siemens.

Il a quitté Montréal dimanche dernier pour arriver au Brésil lundi matin. Ses réunions d'affaires n'étant prévues que jeudi et vendredi, il avait décidé, une fois à São Paulo, de trouver un endroit où passer trois jours de vacances.

« Mercredi soir, je trouvais étrange qu'il n'ait pas donné de nouvelles, mais je savais qu'il devait rentrer à São Paulo, raconte Mme Deslauriers. J'étais à la fois fâchée et tracassée. »

Le vendredi matin, n'ayant toujours pas de nouvelles, elle téléphone à un collègue de Serge à Montréal.

► Voir BRÉSIL en A2

**Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE**  
« Encore la Frances ! »  
— George W. Bush, visitant les décombres en Floride

## SANTÉ ET PÉRÉQUATION

# Ottawa et les provinces se rapprochent

DENIS LESSARD

QUÉBEC — En marge des discours des politiciens, des menaces et des ultimatums, le gouvernement fédéral a finalement chiffré hier matin ses propositions aux provinces en matière de santé et de péréquation. Et s'il est trop tôt pour parler d'entente, on

a pu constater hier un rapprochement important entre les parties.

Jean Charest devait s'envoler à 7 h ce matin pour Ottawa avec en main la proposition faite hier par le gouvernement Martin au comité de négociation sur le financement de la santé. Le Québec, la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Nouveau-

Brunswick et les Territoires du Nord-Ouest font partie de ce comité. « On devrait avoir en main quelque chose d'intéressant dimanche matin », a confié hier à *La Presse* l'un des conseillers informés des tout derniers événements.

Cet après-midi, l'ensemble des premiers ministres provinciaux se réu-

nissent pour mettre la dernière main à leur stratégie à la veille de la conférence fédérale-provinciale sur le financement de la santé.

► Voir OTTAWA en A2

AUTRE TEXTE  
Une guerre d'opérette, page Plus 4

## Le cyclone Ivan prend de la vigueur

PAUL REID  
AGENCE FRANCE-PRESSE

MONTEGO BAY — Le cyclone *Ivan* a pris de la vigueur hier et a été qualifié de « catastrophique » en Jamaïque, où il a fait au moins 14 morts avant de se diriger vers les îles Caïmans, Cuba et la Floride.

Le cyclone *Ivan* a été classé à hier soir dans la catégorie 5 (catastrophique), l'ultime catégorie de l'échelle de Saffir-Simpson, a annoncé hier le Centre américain des ouragans basé à Miami, en Floride.

*Ivan* est désormais le sixième cyclone le plus violent qui ait touché l'Atlantique et cette classification

en fait un cyclone « extrêmement dangereux », a souligné le Centre.

Au moins 14 personnes sont mortes en Jamaïque, contre un précédent bilan qui faisait état de deux morts, a indiqué la police hier en fin d'après-midi.

Avec ce nouveau bilan, *Ivan* a tué au moins 41 personnes depuis qu'il a commencé, mercredi, à dévaster les Caraïbes.

La police jamaïcaine n'a pas donné de précision sur les nouvelles victimes. Elle a toutefois indiqué qu'une femme âgée, qui avait refusé d'évacuer sa maison, avait péri. Elle a été retrouvée serrant une Bible et un paquet de biscuits.

Plus tôt dans la journée, un porte-

parole du gouvernement jamaïcain à Kingston, O'Neil Hamilton, joint par téléphone par l'AFP, avait indiqué qu'une femme et un enfant avaient trouvé la mort hier à cause des violentes intempéries.

Les rivières en crue sont sorties de leur lit, déversant dans les rues des torrents de boue qui arrivent jusqu'à la ceinture et emportent tout sur leur passage : habitants, maisons, véhicules et arbres. L'île de la Jamaïque est pratiquement entièrement privée d'électricité.

« Il y a d'importants dégâts dans tout le pays », avait précisé plus tôt M. Hamilton.

► Voir IVAN en A2

**SOMMAIRE**

Astrologie du jour AFFAIRES 13  
À tire-d'aile ACTUEL 6  
Bandes dessinées ARTS 11  
Bridges AFFAIRES 14  
Décès AFFAIRES 14  
Feuilleton ARTS 11  
Forum A 13, 14  
Génies en herbe ARTS 10  
Grille thématique ARTS 10  
Horaire télévisé ARTS 7  
La presse d'ailleurs PLUS 7  
Loteries A 5  
Mots croisés ARTS 11  
Mot mystère AFFAIRES 13  
Observateur AFFAIRES 11  
Petites annonces AFFAIRES 11

**Météo**

Nuageux et averses, maximum 23, minimum 9, plus de détails en page SPORTS 11

6 21924 98765 1

**Nikon Coolpix SQ**

- Appareil photo numérique
- Résolution 3.2 millions de pixels
- Zoom 3x optique
- Boîtier métallique format compact
- Objectif pivotant
- Interface USB

RECEVEZ 15\$ D'IMPRESSIION PHOTO NUMÉRIQUE

Incluant : carte mémoire 16 Mo et accessoires

**299 995\$**

**Nikon Coolpix 5200**

- Appareil photo numérique
- Résolution 5 millions de pixels
- Zoom 3x optique
- Mémoire interne de 14 Mo
- Mode vidéo avec son
- Interface USB

RECEVEZ 15\$ D'IMPRESSIION PHOTO NUMÉRIQUE

**549 995\$**

**IMPRESSION PHOTO NUMÉRIQUE HEURE**

**1**

**L.L. Lozeau**

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE

(514) 274-6577 6229, St-Hubert  
www.lozeau.com Montréal, Québec

Valide jusqu'au 19 septembre 2004  
\*Quantité limitée Les photos peuvent différer

# SUITES DE LA UNE

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

RÉDACTION (514) 285-7070  
[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
[cyberpresse.ca/abonnement](http://cyberpresse.ca/abonnement)

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
[petitesannonces@lapresse.ca](mailto:petitesannonces@lapresse.ca)

DÉCÈS (514) 285-6816  
[deces@lapresse.ca](mailto:deces@lapresse.ca)

CARRIÈRES (514) 285-7320  
[carrieres@lapresse.ca](mailto:carrieres@lapresse.ca)

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Tête dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

## Bush résolu dans sa lutte contre le terrorisme

**BUSH**  
suite de la page A1

« Comme l'a conclu la commission sur le 11 septembre, a poursuivi le président Bush, notre pays est plus sûr qu'il y a trois ans, mais nous ne sommes pas encore en sécurité. »

Le président, qui a assimilé la guerre en Irak au combat contre le terrorisme et fait référence à la lutte du bien contre le mal, a souligné les progrès de son administration. Il a signalé que plus des trois quarts des leaders d'Al-Qaeda ont été arrêtés ou tués et promis que tous subiraient le même sort.

Auparavant, Bush avait observé une minute de silence à l'extérieur de la Maison-Blanche. Il s'est recueilli à 8 h 46, heure à laquelle le premier avion s'est encastré dans le World Trade Center en 2001.

Le président était accompagné de sa femme, Laura, pour une rare fois entièrement vêtue de noir. Le vice-président, Dick Cheney, et sa femme, Lynne, étaient à leurs côtés. Un peu plus tôt, le président avait assisté à une messe à l'église épiscopale

St. John de Washington, comme l'an dernier à pareille date.

Une autre présence remarquée dans la région de la capitale américaine hier aura été celle du secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld. Il participait à une cérémonie au cimetière d'Arlington, en mémoire des 184 personnes mortes dans l'attaque contre le Pentagone (une autre cérémonie a eu lieu en Pennsylvanie, à l'endroit de l'écrasement du quatrième avion détourné).

Après avoir offert ses condoléances aux familles et amis des victimes, le numéro 1 du Pentagone a fait des commentaires similaires à ceux du président. Il a affirmé que le 11 septembre 2001 avait été un appel aux armes pour les Américains et que les terroristes avaient sous-estimé tant les États-Unis que leur commandant en chef.

### Kerry et Nader

Le candidat démocrate à la présidence, John Kerry, a commémoré les attaques dans une allocution radio-phonique, comme son rival. Il a fait l'éloge de « l'esprit américain » et a

promis la victoire sur le terrorisme. « Le 11 septembre et les jours qui ont suivi, nous avons appris de la façon la plus difficile qui soit que l'esprit américain perdure. C'est cet esprit qui nous conduit à résister aux terroristes et à affirmer que la liberté vaincra », a affirmé Kerry.

« Nous sommes une seule Amérique dans nos prières pour ceux qui nous ont quittés le 11 septembre et pour leurs familles. Et nous sommes une seule Amérique dans notre détermination inflexible à défendre notre pays, à trouver et à frapper les terroristes avant qu'ils nous frappent », a ajouté le sénateur du Massachusetts, qui était à Boston pour l'occasion.

À Philadelphie, le candidat indépendant à l'élection présidentielle Ralph Nader a pour sa part fait entendre un son de cloche un peu particulier, déclarant que la pauvreté, la faim, la pollution, les métiers dangereux et un accès limité à des soins de santé de qualité tuent chaque année beaucoup plus d'Américains que le terrorisme.

« Qui pleure ces morts-là ? » a de-

mandé Ralph Nader aux quelque 175 partisans venus l'écouter dans une église de Philadelphie. Il a ajouté qu'il faudrait une communiqué de presse signé de Ben Laden pour que républicains comme démocrates accordent un peu d'attention aux maux sociaux dont souffre l'Amérique.

Selon Ralph Nader, malgré les attaques du 11 septembre, les États-Unis « n'ont pas d'ennemi majeur » à combattre dans le monde. C'est pourquoi il a appelé les grands partis à mettre fin à leur « politique de la peur ».

Il a de nouveau demandé une forte augmentation du salaire minimum, des normes antipollution plus sévères et une réduction radicale des effectifs militaires, y compris un retrait rapide des forces américaines d'Irak.

### Jour de deuil à New York

À New York, ce sont les proches des victimes qui avaient le premier rôle hier. Ils se sont rassemblés sur le site du World Trade Center, plusieurs ayant du mal à retenir leurs larmes. Il leur était possible de descendre jusqu'aux fondations de l'im-

meuble et de se recueillir autour de deux bassins symbolisant les tours jumelles.

Tous écoutaient les parents et grands-parents des victimes qui ont publiquement récité les noms des 2749 personnes mortes dans l'attentat. La cérémonie a aussi été marquée par quatre moments de silence, aux heures exactes de l'impact des deux avions et de l'écroulement de chacune des tours. Celles-ci se sont élevées de nouveau hier, d'une certaine façon, lorsque New York s'est endormie : deux longs faisceaux lumineux ont été projetés dans les airs, à proximité du lieu où s'élèvera dès 2009 la Freedom Tower.

Certains politiciens ont pris la parole lors de l'événement, dont l'ancien maire de New York Rudy Giuliani et son successeur, Michael Bloomberg. Ce dernier a signalé que, si les mots veuf et veuve existent, « il n'y a pas de nom pour décrire un parent qui a perdu un enfant. Comme il n'y a pas de mots pour décrire sa douleur ».

Avec AP et AFP

## Ottawa et les provinces se rapprochent

**OTTAWA**  
suite de la page A1

Cette conférence, qui sera télévisée, débute demain matin dans la capitale fédérale et doit durer trois jours.

On explique qu'Ottawa a ouvert un peu son jeu hier et a mis sur la table, pour la première fois devant les fonctionnaires du comité, les sommes qu'il serait prêt à allouer au-delà des 9 milliards promis par le PLC en campagne électorale.

« C'est bien, mais insuffisant. On en veut plus, » explique-t-on du côté québécois. Il est clair aussi qu'Ottawa est disposé à mettre de l'eau dans son vin sur la question des « conditions » liées aux transferts supplémentaires — une position d'ailleurs évoquée publiquement par le premier ministre Martin la semaine dernière. Pour Jean Charest, de telles conditions étaient incompatibles avec le respect des compétences provinciales.

Aussi, il n'est plus guère question d'un plan national d'assurance-médicaments, la trouvaille lancée par les provinces qui n'arrivaient pas à s'entendre à la fin juillet. « M. (Ralph) Klein l'a dit cette semaine: ce que les provinces veulent, dans le fond, c'est plus de financement », résume-t-on.

Pour Québec, les propositions d'hier sont une sorte de mise en jeu pour une partie de bras de fer de trois jours, la première étape d'une négociation. Mais contrairement à l'impression répandue jusqu'ici dans les capitales provinciales, le « rapprochement » permet désormais de prévoir qu'on parviendra à une entente mercredi. Le Québec était clairement le plus revendicateur dans le concert des provinces alors que, depuis plusieurs semaines, les propositions faites par l'Ontarien Dalton McGuinty semblent calquées sur les documents fédéraux.

« Passablement complexe », la proposition fédérale faite hier matin irait au-delà du chiffre de 3 milliards de dollars supplémentaires qui avait

circulé dans les discussions entre les provinces (3 milliards de plus que les 9 déjà promis en six ans).

Ottawa a aussi fait une proposition pour satisfaire les revendications touchant la péréquation mais, comme pour la santé, il était impossible hier soir de savoir jusqu'à quel point Ottawa a accepté de délier sa bourse. Mais le mouvement constaté depuis hier matin allait nettement dans le sens d'un rapprochement.

« On est condamnés à s'entendre », « il y a une volonté de part et d'autre d'en arriver à une entente, » résumait-on à Québec, du côté des mandarins comme des conseillers politiques.

Car pendant que Jean Charest lançait publiquement des ultimatums à Ottawa, dans les coulisses, le secrétaire général du gouvernement, André Dicaire, et son homologue fédéral, le greffier du conseil privé, Alex Himelfard, avaient des discussions passablement fructueuses. Le cabinet de Paul Martin était aussi en contact direct avec Stéphane Bertrand, le bras droit de Jean Charest. Hier, on constatait surtout que les positions véritables d'Ottawa de Québec ne transparaissent guère dans les énoncés de principes faits dans les deux capitales vendredi.

À Québec, les fonctionnaires avaient expliqué que les fonds supplémentaires obtenus pour la santé ne seraient pas nécessairement versés au budget de Philippe Couillard. La hausse de 5,1% du dernier budget avait porté le poste de la santé au-delà des 20 milliards de dollars; un effort similaire est prévu pour l'an prochain. Les fonctionnaires avaient aussi répété ce que l'entourage de Jean Charest expliquait déjà à Niagara-on-the-Lake: les provinces exigent désormais qu'Ottawa paie 25% de l'ensemble de leurs dépenses en santé, soit plus de 80 milliards, et non seulement le quart du coût des soins reconnus par la Loi canadienne sur la santé — un peu plus de 50 milliards, la barre fixée il y a deux ans par la commission Romanow.



COPIE DE PHOTO © ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Depuis cinq jours, Marie-Line Deslauriers est sans nouvelles de son conjoint, Serge Bérubé, parti en voyage d'affaires. « C'est dur de ne rien savoir. Si rien n'avance lundi (demain), je pars au Brésil ! »

## Québécois disparu au Brésil

**BRÉSIL**  
suite de la page A1

« Il a appelé au Brésil pour m'apprendre que Serge ne s'était pas pointé aux réunions. » Il a su aussi que Serge s'était rendu à Recife lundi soir, une ville touristique fort populaire, à trois heures d'avion au nord de São Paulo.

Craignant le pire, Mme Deslauriers appelle à l'ambassade canadienne au Brésil pour signaler la disparition de son conjoint. On lui dit qu'on ne peut rien faire parce qu'elle n'a aucune forme de réservation permettant de localiser son mari. Elle se tourne donc vers le ministère des Affaires extérieures, où l'homme à qui elle parle, qui part en vacances le soir même, lui affirme que son dossier sera de toute façon confié à la

Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Vendredi soir, elle apprend plutôt avec stupéfaction que son dossier a été confié au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Un sergent du SPVM a été chargé du dossier, mais il est en congé pour la fin de semaine. « Si j'apprends quoi que ce soit, je dois téléphoner à un numéro général. On ne peut rien faire avant lundi (demain), me dit-on. Je comprends que plusieurs institutions sont fermées à cause de la fin de semaine, mais il me semble qu'on pourrait au moins savoir si quelqu'un utilise la carte de crédit de Serge. »

Entre-temps, elle a entrepris elle-même des démarches. Elle a téléphoné à un oncle de Serge, retraité de la GRC, qui travaille à l'ONU au Burundi. Ce dernier a pu prendre

contact avec un agent de liaison de la GRC qui est... à Brasilia et lui transmettre des renseignements sur Serge.

« Qui fait quoi ? s'interroge Mme Deslauriers. Pourquoi ai-je dû répéter la même histoire chaque fois ? Pourquoi est-ce moi qui demande aux autorités si elles ont besoin de photos ou d'autre chose ? Et est-ce que les policiers de Montréal ont l'expertise nécessaire pour gérer une disparition survenue à l'étranger ? »

Le doute est insupportable pour cette mère de famille, qui doit rassurer son garçon et sa fille de 12 et 10 ans. « C'est dur de ne rien savoir. Si rien n'avance lundi (demain), je pars au Brésil ! »

Hier, le frère et les parents de Serge ainsi que des proches lui tenaient compagnie chez elle, dans le quartier Villieray. Quant à ses enfants, ils jouaient chez des amis, histoire de se changer les idées. « Mon fils m'a dit qu'il avait trouvé de la musique pour le retour de son papa. »

## Le cyclone Ivan prend de la vigueur

**IVAN**  
suite de la page A1

« Des toits se sont envolés un peu partout et, dans les environs de Kingston (la capitale), de nombreuses habitations sont très endommagées. »

Les villes de la côte du Sud-Ouest ont été les plus touchées avec des vagues allant jusqu'à huit mètres de hauteur qui ont inondé les quartiers les plus proches de la mer.

Le gouvernement jamaïcain avait déclaré vendredi l'état d'urgence et demandé à un demi-million de personnes, sur une population totale de 2,7 millions, de quitter leur domicile et se réfugier à l'intérieur des terres. Environ 10 000 d'entre elles ont trouvé refuge dans des églises et des écoles, selon Pam Knights, porte-parole de l'Agence des secours d'urgence des Caraïbes (CDERA), à La Barbade.

Beaucoup ont toutefois refusé de partir, disant préférer rester chez eux par crainte de cambriolages.

De fait, la police a indiqué hier avoir tiré sur des pilliers, tuant au moins un voleur. Deux officiers de police ont été blessés par des maraudeurs, a-t-elle ajouté.

Des bandes de pilliers armés sévissent dans la capitale, Kingston, connue pour son fort taux de criminalité, et à Montego Bay, saccaquant les magasins et menaçant les habitants qui défendent leurs biens, selon la police.

Le cyclone progresse avec des vents soufflant en rafales jusqu'à 270 km/h et de fortes pluies en direction nord-nord-ouest des îles Caïmans, un micro-État de 259 km<sup>2</sup> et comptant 35 000 habitants, dépendant de la Couronne britannique. Il devrait atteindre les Caïmans et Cuba aujourd'hui.

À Cuba, le gouvernement a décidé d'évacuer quelque deux mil-

lions de personnes, fermé les réseaux ferroviaires et les ports et autorisé à la première fois l'emploi du réseau de sous-terrains militaires de l'île pour abriter la population.

Pour le directeur du centre météorologique de Cuba, José Rubiera, il s'agit du cyclone le plus puissant depuis « l'arrivée au pouvoir du leader révolutionnaire Fidel Castro », en 1959.

Selon le Centre américain des ouragans, l'alerte concerne surtout la province occidentale de Pinar del Rio et pourrait inclure la capitale, La Havane, et ses quelque deux millions de personnes, dont 60 % logent dans des habitations de fortune.

Catastrophe naturelle annoncée, Ivan pourrait porter un nouveau coup dur à l'économie cubaine déjà exsangue, et à sa population exténuée, à peine remise du passage du cyclone Charley le 13 août, qui

a fait cinq morts et plus d'un milliard de dollars de dégâts.

À la Grenade, le nombre des sans-abris a atteint les 60 000, tandis qu'entre 5000 et 8000 personnes ont trouvé refuge dans 47 centres d'accueil d'urgence, selon l'Agence des secours d'urgence des Caraïbes.

Enfin, en Floride, plus 370 000 personnes restaient privées d'électricité hier selon la FPL, principale compagnie énergétique de l'État, après le passage de Frances la semaine dernière.

L'État poursuivait hier les préparatifs pour le passage du troisième cyclone en un mois, après Charley et Frances.

Les touristes et les quelque 80 000 résidents des Keys, le chapelet d'îles très touristiques qui forme la pointe sud de l'État, ont été évacués en prévision de l'arrivée d'Ivan demain soir ou mardi.

Avant d'atteindre la Jamaïque, Ivan avait tué au moins 17 personnes à la Grenade, qu'il a dévastée à 85 % selon son gouvernement, cinq au Venezuela, quatre dans la République dominicaine et une à Trinité-et-Tobago.

## Rues fermées

Dans le cadre du 14<sup>e</sup> Festival de la santé, plusieurs artères sont fermées aujourd'hui pour permettre la tenue du Marathon international de Montréal.

Le pont Jacques-Cartier sera fermé entre 6 h et 11 h, ainsi que plusieurs rues à partir de 7 h 30. Le départ sera donné à l'île Sainte-Hélène. Pour se rendre au parc Angrignon, les coureurs emprunteront notamment les rues Mill, Duke et Wellington. Ils reviendront vers le centre-ville via les rues Notre-Dame, Saint-Laurent, Ontario, du Parc et Berri pour finir leur course au parc Lafontaine. Selon l'heure de passage des coureurs, les rues seront rouvertes à la circulation entre 13 h et 15 h.

En raison du marathon, soulignons que le service de certaines lignes d'autobus sera interrompu (14,15, 36, 37, 78, 150, 167 et 169), alors que certains parcours seront modifiés entre 7 h et 15 h 30.

Émilie Côté

# ACTUALITÉS



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Ces manifestants contre les forums régionaux « Place aux citoyens » organisés par le gouvernement québécois ont décidé de se faire voir et entendre en recyclant leurs costumes du défilé du festival gai Divers / Cité pour l'occasion. Ils ont donc apposé sur leurs centaines de cannettes des autocollants de la coalition « J'ai jamais voté pour ça ! »

## « Un malaise certain »

La chirurgie esthétique gagne en popularité

CAROLINE TOUZIN

La popularité de la chirurgie esthétique chez les Québécois transmet un « malaise certain », selon le ministre de la Santé Philippe Couillard.

« On voit que c'est un phénomène qui déborde le choix individuel. Ça exprime une détresse de vie. Les gens sont *inconfortables* avec leur situation actuelle », a-t-il affirmé, précisant ne pas vouloir juger les personnes qui ont recours aux augmentations mammaires, *liftings* et autres liposuctions.

En plus de noter un « grand appétit » dans la population pour la chirurgie esthétique, M. Couillard explique que bien des dérives sont possibles dans le domaine.

« La chirurgie esthétique, c'est du commerce avant tout. Ça répond aux lois du marché. Il y a beaucoup de gens qui croient qu'on va régler les problèmes de santé si on laisse certaines personnes magasiner leur docteur et payer elles-mêmes pour leurs soins. Ça montre ce qui arrive quand on fait ça », dit-il, faisant référence aux récents articles du *Journal de Montréal* dans lesquels un journaliste raconte s'être fait offrir des opérations esthétiques coûteuses dont elle n'avait pas besoin.

Pour éviter ces dérives, M. Couillard ne compte pas étendre la couverture publique à la chirurgie esthétique. C'est au Collège des médecins de se pencher sur la qualité de la pratique de ses membres, dit-il. Il a d'ailleurs bon espoir que ce sera fait.

À la suite du décès de la femme d'affaires Micheline Charest après une triple opération dans une clinique privée, en avril dernier, *La Presse* avait révélé que le nombre d'opérations en chirurgie esthétique avait bondi de 304 % entre 1997 et 2001 au Québec.

L'engouement ou du moins la curiosité pour le phénomène ne se dément pas puisque la première émission de la version française d'*Extreme Makeover, Transformation extrême*, diffusée à TVA, a retenu l'attention de 1 624 000 personnes mercredi dernier.

### Avortements tardifs

Par ailleurs, M. Couillard tient à préciser que les Québécoises enceintes de plus de 24 semaines pourront se faire avorter au pays seulement si le médecin québécois présentement en formation aux États-Unis décide de revenir après s'être spécialisé. « On espère qu'il va revenir », a-t-il ajouté.

*La Presse* a révélé vendredi que, à l'heure actuelle, les Québécoises devaient se rendre aux frais du gouvernement provincial dans une clinique de Wichita, au Kansas, pour interrompre leur grossesse.

« Après 22 semaines, le service n'est pas disponible ici soit parce que les gens ne se sentent pas assez formés pour le faire, soit pour des raisons éthiques : ils refusent de le faire, a expliqué le ministre. Sans entrer dans les détails, ce n'est pas une très belle procédure. Souvenons-nous qu'on commence à garder des enfants en vie à 26 semaines. »

# Travail-famille: Montréal profite de la décentralisation de l'État

CAROLINE TOUZIN

La Conférence régionale des élus (CRE) de Montréal vient de signer une entente avec le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille pour former un comité sur la conciliation travail-famille qui se penchera sur les besoins particuliers des Montréalais en la matière, a appris *La Presse*.

C'est un premier geste concret vers la « décentralisation » promise par le gouvernement de Jean Charest en faveur de Montréal, affirme Georges Bossé, maire de l'arrondissement de Verdun et président de la CRE de la métropole.

Lors du 16<sup>e</sup> forum régional *Place*

*aux citoyens*, qui s'est tenu hier dans la métropole, M. Bossé en a profité pour déplorer à maintes reprises qu'aucun gouvernement n'ait jamais considéré Montréal comme une région différente des autres.

Selon lui, sa ville, « moteur économique du Québec », ne reçoit pas sa juste part de l'ensemble des programmes gouvernementaux. « Il faut cesser de vouloir faire l'égalité et parlons d'équité », dit-il.

L'entente signée il y a deux semaines, accompagnée d'un budget de 50 000 \$ fourni par le Ministère, prouve que le message de la Ville de Montréal commence à être entendu, croit-il.

La CRE a ajouté 70 000 \$ à l'argent reçu du gouvernement pour financer

son comité de travail, dans lequel des élus municipaux, des représentants du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, des syndicats ainsi que de 15 à 20 organismes communautaires de la métropole vont établir les grandes lignes d'une conciliation travail-famille à la sauce montréalaise.

« On va trouver des réponses ensemble à des questions concrètes du genre : Combien de familles monoparentales ont besoin d'une garderie le soir ? » explique-t-il. D'ici un mois, ce nouveau groupe de travail, sur lequel planche la CRE depuis un an, devrait faire état de ses orientations. Les pistes d'action suivront, dit M. Bossé.

Il a été impossible de joindre le mi-

nistre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Claude Béchard, hier, pour confirmer cette entente.

En conférence de presse, Line Beauchamp, coprésidente des forums régionaux et ministre de la Culture et des Communications, a toutefois réitéré que son gouvernement voulait aller de l'avant avec son projet de « décentralisation à la carte », même si « la fonction publique trouve ça compliqué ».

L'idée a été abondamment discutée dans les différents forums régionaux qui mèneront à une rencontre-bilan des 19 présidents des CRE et du premier ministre Jean Charest, prévue le 29 septembre. Un forum national se tiendra ensuite les 13 et 14 octobre.

# Place aux citoyens de Montréal

CAROLINE TOUZIN

Un Québec solidaire outillé pour s'attaquer aux problèmes de pauvreté. C'est la principale recommandation des Montréalais qu'a retenue Line Beauchamp, coprésidente des forums régionaux *Place aux citoyens* et ministre de la Culture et des Communications après le 16<sup>e</sup> des 19 forums, hier.

Pendant que les quelque 200 citoyens, élus et leaders montréalais exprimaient cette vision de l'État aux différents ministres présents au Centre Mont-Royal, des centaines de manifestants opposés au forum scandaient le même genre de revendications à l'extérieur de l'édifice.

Toute la journée, les participants

ont échangé sur les thèmes de l'éducation, du développement économique, de la santé et de la famille dans la perspective de relever les défis des changements démographiques et de la situation des finances publiques au Québec.

L'intervention la plus chaudement applaudie est venue de Jean-Maurice Demers, professeur à la retraite, qui a proposé à la présidente du Conseil du Trésor et ministre responsable de la région de Montréal, Monique Jérôme-Forget, de laisser tomber ses promesses d'un milliard de baisse d'impôts pour réinvestir la somme en santé et en éducation.

M<sup>me</sup> Jérôme-Forget a répliqué en conférence de presse qu'un sondage lui indiquait que 60 % des Québé-

cois étaient en faveur des baisses d'impôts et que l'aide aux familles passait par ces baisses.

La ministre Beauchamp, qui est présente à chacun des forums, voit poindre à l'horizon un conflit entre les « bâtisseurs du Québec » qui vieillissent et les jeunes, beaucoup moins nombreux, qui devront assumer d'importantes dépenses dues justement au vieillissement de la population.

Quant au ministre de la Santé, Philippe Couillard, présent pour la première fois à l'un de ces forums, il s'est dit réjoui de voir à quel point les Montréalais étaient préoccupés par la prévention à faire pour éviter que les hôpitaux ne soient engorgés davantage.

L'environnement, le logement social et la consommation responsable ont aussi pris une grande place dans les discussions. Une majorité de participants sont intervenus pour que le gouvernement québécois y consacre davantage d'argent et d'énergie.

Des représentants du milieu universitaire sont venus rappeler la nécessi-

té pour la métropole de poursuivre son développement comme pôle universitaire international. D'autres, du milieu des affaires, ont voulu souligner l'importance de continuer à accorder des subventions aux entreprises afin que Montréal reste concurrentiel par rapport aux autres grandes villes du monde.

Les syndicats et les associations étudiantes sont les grands absents de ces forums régionaux. Ils ont l'impression que la consultation n'est que cosmétique et que toutes les grandes orientations du gouvernement sont déjà décidées. « On ne veut pas être en dedans pour faire semblant d'être consultés », dit Marie Lebel, qui participait à la manifestation d'hier avec son conjoint, travailleur dans une garderie, et les deux enfants de celui-ci, âgés de 4 et 8 ans.

« Il va y avoir des manifestations tant que le gouvernement actuel ne tombera pas ou qu'il ne changera pas complètement d'orientation », affirme pour sa part Arthur Sandborn, président du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN.

# Chantal Daigle se réjouit du projet de Québec d'offrir un service d'avortement tardif

PASCALE BRETON

Chantal Daigle, à l'origine d'un des jugements les plus importants de la Cour suprême sur l'avortement, n'a pas oublié son voyage en catimini à Boston, à 22 semaines de grossesse, pour se faire avorter. Aujourd'hui, elle souhaite que Québec mette en place un programme pour éviter à d'autres de subir une telle épreuve.

*La Presse* annonçait vendredi dernier que le gouvernement du Québec finance actuellement l'envoi de patientes dans une clinique de Wichita, au Kansas, au coût de 5000 \$ US en moyenne chaque fois, parce qu'il n'y a aucun service d'avortement tardif dans la province. L'an dernier, une trentaine de femmes ont donc fait le voyage vers le Kansas.

Le cabinet du ministre de la Santé a par la suite fait savoir qu'il

souhaitait mettre sur pied un tel service au Québec.

Le fait de subir un avortement tardif est déjà une épreuve, tant physique que morale, et aucune femme ne devrait en plus devoir se rendre dans un pays étranger, estime M<sup>me</sup> Daigle, qui appuie cette volonté de Québec.

« C'est sûr que c'est un service très important », lance d'emblée la femme de 38 ans, qui n'accorde que de très rares entrevues. « Il s'agit d'une grosse décision à prendre, c'est très émotif et c'est un problème d'aller à l'extérieur. »

Il y a 15 ans, Chantal Daigle, alors dans la jeune vingtaine, avait fait les manchettes lorsqu'elle avait dû se battre devant les tribunaux pour obtenir le droit de se faire avorter malgré l'opposition de son ex-petit ami de l'époque, Jean-Guy Tremblay.

Elle a fini par avoir gain de cause devant le plus haut tribunal du pays, le 8 août 1989, dans ce qui est devenu depuis l'un des jugements les plus importants en la matière puisqu'il reconnaît que le foetus n'a aucun droit tant qu'il n'est pas né.

Lorsque le débat en cour a débuté, M<sup>me</sup> Daigle en était à 18 semai-

« On ne se fait pas avorter pour un oui ou pour un non. Ce n'est vraiment pas une décision que j'ai prise à la légère. »

nes de grossesse, presque la limite à cette époque pour subir un avortement au Québec.

Devant la lenteur de la procédure judiciaire, elle a finalement pris la décision, à 22 semaines de grossesse, de se faire avorter en cati-

mini à Boston pendant que les juges débattaient encore de la question.

### Comme une fausse couche

Le risque de complication augmente à mesure que la grossesse avance, justifie-t-elle aujourd'hui.

« C'est comme faire une fausse couche. L'intervention n'est pas la

même à six, huit ou 10 semaines de grossesse. C'est beaucoup plus rapide que si on attend plus longtemps. Du côté physique, c'est très exigeant aussi. Moi, j'avais eu des contractions, un peu comme une fausse couche », raconte M<sup>me</sup> Daigle.

Si elle se compte chanceuse d'avoir été bien entourée à l'époque — c'est grâce au Centre des femmes qu'elle avait pu obtenir l'information nécessaire et se rendre à Boston — M<sup>me</sup> Daigle pense aux femmes souvent très jeunes qui doivent se rendre seules au Kansas.

« Ce sera une bonne chose d'offrir ce service au Québec », estime-t-elle, ajoutant qu'il ne devrait pas y avoir de limite de temps pour recourir à l'avortement.

Une femme qui décide de subir une interruption de grossesse à un stade aussi avancé que 26 ou 28 semaines a de bonnes raisons, quelles qu'elles soient.

Dans son cas, la violence conjugale a été un facteur de décision important ; elle ne se voyait pas mettre au monde un enfant dans un tel climat.

« On ne se fait pas avorter pour un oui ou pour un non. Ce n'est, vraiment pas une décision que j'ai prise à la légère », déclare-t-elle aujourd'hui, en précisant que la situation de chaque femme demeure particulière.

## ACTUALITÉS

## Angus: 100 ans d'histoire

TRISTAN PÉLOQUIN

« Les usines ANGUS à Hochelaga : une véritable ville ouvrière. Beauté et grandeur. » C'est ainsi que titrait *La Presse* en page 4, le 18 octobre 1904, alors que plus de 3000 employés s'affairaient à fabriquer et à réparer une centaine de locomotives à vapeur et de wagons du Canadien Pacifique dans leurs *shops* flambant neufs.

Mises en chantier deux ans plus tôt à la demande de William Cornelius Van Horne, président du CP, pour répondre à la croissance fulgurante du transport ferroviaire, les usines Angus couvrent à cette époque 48 000 hectares et comptent 76 bâtiments !

Jamais dans l'histoire de Montréal n'a-t-on vu aussi grande entreprise. Tout, du moindre boulon aux banquettes des wagons, est fabriqué à la main directement sur place. Un journal spécialisé écrit même qu'il s'agit « des ateliers de construction de locomotives et de wagons les plus grands et les mieux équipés d'Amérique ».

La croissance se poursuit à fond de train : à peine un an après l'ouverture, le personnel des *shops* Angus passe à plus de 5000 employés. Les ouvriers sont si nombreux que le CP décide de revendre une partie de ses terres pour les loger, donnant naissance à une toute nouvelle municipalité : le village de Rosemont (qui sera incorporé à Montréal cinq ans plus tard).

Gigantesque, l'usine brille aussi par son avant-gardisme en matière de conditions de travail pour la classe ouvrière. Les locaux de l'usine



PHOTO FOURNIE PAR CANADIEN PACIFIQUE RAILWAYS

Un travailleur à la chaîne aux usines Angus du CP à Montréal, vers 1940.

sont chauffés et ventilés (!), on y trouve une salle à manger, des terrains de baseball et de crose, une salle de quilles, une bibliothèque et même des toilettes intérieures, du jamais vu à l'époque. Employeur prospère, le CP va même jusqu'à offrir un régime de retraite à ses travailleurs, ce qui, en ces années, sort vraiment de l'ordinaire.

#### La grande époque des machinistes

« Mais il ne faut pas croire que le CP offre de telles conditions uniquement par bonté d'âme », souligne l'historien Gaëtan Nadeau.

« Au début du siècle, c'est la belle ère des puissants syndicats internationaux de métier. Le CP craint que, par simple geste de solidarité, l'ensemble de ses machinistes se mettent en grève pour soutenir quelques collègues isolés dans l'ouest du pays, par exemple. L'entreprise réagit donc en décidant de donner le maximum d'avantages à ses ouvriers », explique l'historien.

Et malgré tout, les inégalités entre les classes de travailleurs sont tout de même nombreuses. « Tandis que les machinistes qualifiés se gardent le gros de la fabrication des locomo-

tives, les ouvriers ukrainiens, eux, sont confinés au « déshabillage des bouilloires », un boulot très risqué à cause de la présence d'énormes quantités d'amiante », illustre M. Nadeau.

N'empêche, les ouvriers n'en sont pas moins profondément heureux de travailler aux *shops* Angus.

« Les gens passaient littéralement leur vie aux *shops*. Ils étaient là même quand ils ne travaillaient pas, à jouer aux cartes au club social des ouvriers ou à participer aux activités qui étaient organisées », se souvient le chanteur Jean-Pierre Ferland, dont deux oncles ont travaillé toute leur vie aux ateliers, comme polisseurs de roues d'acier.

Pendant toute son existence, l'atelier connaîtra d'ailleurs très peu de conflits de travail marquants, mis à part la grève d'août 1908 qui a paralysé les installations du CP partout au Canada pendant près de six mois.

Les travailleurs se sentent tellement chez eux aux usines Angus qu'ils y emmènent leurs chats, qui se nourrissent de l'abondante population de rongeurs provenant des champs et des abattoirs du CP, situés à quelques centaines de mètres.

#### Des locomotives aux chars d'assaut

Les ouvriers d'Angus se sont illustrés pendant la Seconde Guerre mondiale, en fabriquant des moteurs de corvettes et différents équipements militaires.

Au plus fort du conflit mondial, l'usine comptera jusqu'à 16 000 travailleurs, parmi lesquels se trouve nul autre que Maurice Richard, qui y travaille comme machiniste à la fabrication d'obus, entre janvier et oc-

tobre 1942, peu avant de commencer sa carrière de hockeyeur. « Selon les documents que nous avons trouvés, il gagnait 56 cents l'heure à ses débuts (74 à la fin), un excellent salaire pour l'époque », indique Jonathan Hannan, historien du CP.

Comme partout en Amérique du Nord, après la guerre, les ouvriers des usines Angus découvrent le monde de la consommation de masse. « Rapidement, plusieurs travailleurs s'endettent jusqu'à la gorge, au point où les *shylocks* font leur apparition aux portes de l'usine », souligne Gaëtan Nadeau.

« C'est moins connu, mais c'est aussi l'époque où il y avait beaucoup de corruption à l'intérieur des ateliers », ajoute l'historien. Un système de protection s'instaure : « En échange d'argent, des cadres protègent des employés qui ne font rien. »

Il faudra attendre 1949 pour qu'un groupe d'employés crée, avec l'aval de la haute direction, une des premières caisses d'économie de la province, qui mettra peu à peu fin au climat particulier qui règne dans la ville ouvrière.

Les années qui suivent, marquées par la disparition des locomotives à vapeur au profit du diesel, sont aussi celles du déclin de l'entreprise, lui-même lié à la dégringolade de l'industrie ferroviaire. Avec la robotisation, dans les années 80, de quelques milliers, le nombre d'employés tombe à moins de 900. Puis le coup de grâce est donné en 1991, avec la fermeture définitive de l'usine.

Aujourd'hui, après un combat épique mené par différents groupes communautaires pour conserver le site, les trois derniers vestiges historiques de cette aventure démesurée sont occupés par un magasin de la SAQ, un Loblaws et quelques bureaux.

Et Dieu sait ce que sont devenus les chats des *shops* Angus.

## Jour de fête aux shops

ÉMILIE CÔTÉ

C'était jour de fête hier au Locoshop du Technopôle Angus, dans le quartier Rosemont, où on soulignait le 100<sup>e</sup> anniversaire de l'ouverture des *Shops* Angus. Plus de

1500 personnes sont venues se rappeler de vieux souvenirs.

En après-midi, le public avait droit à des expositions de photos d'époque et de trains miniatures, à des conférences et à des films historiques.

Paul Lalonde a travaillé comme forgeron aux ateliers Angus de 1947 à 1953. « Je n'en reviens pas de voir comment la bâtisse a été transformée. C'est extraordinaire ! »

Hier soir, M. Lalonde assistait au grand concert organisé pour l'occasion dans le stationnement du Locoshop Angus. Le spectacle, produit par Guy Latraverse, réu-

nissait Jean-Pierre Ferland, Laurence Jalbert et Claude Dubois. Derrière eux, des photos d'archives étaient projetées sur des écrans géants, créant une ambiance chaleureuse.

Le père de Claude Dubois a travaillé durant 40 ans aux *Shops* Angus.

« Il faisait des allers-retours, car les travailleurs se faisaient *slacker*

quand il y avait moins de commandes. Au départ, j'ai hésité à participer au concert, souligne l'artiste. À l'époque, il y avait surtout des ouvriers blancs et des propriétaires anglophones, mais je me suis souvenu de l'esprit de camaraderie que mon père avait avec ses *chums*. Par les photos, j'ai pu voir aujourd'hui ce que mon père me racontait. »

### FINANCEMENT À L'ACHAT

**0%**  
DISPONIBLE  
JUSQU'À  
72 MOIS

ACCENT GS **149\$\*\***

EN LOCATION  
à partir de

par mois/  
60 mois

PLUS

**0\$**  
DÉPÔT DE  
SÉCURITÉ

PLUS

**0\$**  
TRANSPORT ET  
PRÉPARATION



Photos à titre indicatif seulement. \* Paiements de location basés sur un contrat de 60 mois pour l'ELANTRA GL 2004 à partir de 159 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 11 835 \$. Comptant de 2 295 \$. Aucun dépôt de sécurité requis, transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 72 mois. Si le rabais de 500 \$ était appliqué à une offre de financement pour l'Elantra GL, le taux d'intérêt annuel effectif serait de 1,08 % sur 72 mois. \*\* Paiements de location basés sur un contrat de 60 mois pour l'ACCENT GS 2004 à partir de 149 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 9 735 \$. Comptant de 795 \$. Aucun dépôt de sécurité requis, transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 72 mois. DOTAIS COMPLETS CHEZ LE CONCESSIONNAIRE. Un report de paiement d'un an (365 jours) est offert pour tous les véhicules neufs 2004. Aucuns frais d'intérêt ne s'appliquent aux 335 premiers jours suivant la prise de possession d'un véhicule participant par son propriétaire. Après ces 335 jours, les intérêts commenceront à s'accumuler et l'acheteur doit payer mensuellement le capital et les intérêts au taux de 7,89 % par année jusqu'à la fin du contrat. Le premier paiement est dû le 36<sup>e</sup> jour après la livraison du véhicule. La durée de contrat maximum est de 48 mois, sans compter le report de paiement de 12 mois. Un versement initial ou un échange peuvent être requis. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2004. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus. Option d'achat au terme de la location. Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0 % équivalent à une mensualité de 138,39 \$ par mois pour 72 mois. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Soujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 30 septembre 2004.

## DURANT L'ÉVÉNEMENT PLUS, PLUS, PLUS!



ELANTRA GL **159\$\***

EN LOCATION  
à partir de

par mois/  
60 mois

PLUS

**0\$**  
DÉPÔT DE  
SÉCURITÉ

PLUS

**0\$**  
TRANSPORT ET  
PRÉPARATION



PHOTO ACCENT GSI

SONATA GL **209\$\*\*\***

EN LOCATION  
à partir de

par mois/  
60 mois

PLUS

**0\$**  
DÉPÔT DE  
SÉCURITÉ

ACHETEZ ET ROULEZ SANS PAYER PENDANT 1 AN  
(AUCUN COMPTANT, AUCUN PAIEMENT MENSUEL PENDANT 12 MOIS)

PLUS  
LA MEILLEURE  
GARANTIE  
AU PAYS

7 ans/120 000 km  
Groupe motopropulseur

L'assistance routière 24 heures comprend : livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaisson, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.

5 ans/100 000 km  
Garantie globale<sup>1</sup>

5 ans/100 000 km  
Assistance routière

HYUNDAI  
Gagnant

Lorsqu'un véhicule est conçu pour durer longtemps, sa garantie devrait l'être tout autant.

<sup>1</sup>La garantie globale de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous des conditions normales d'utilisation et d'entretien. En vigueur pour les véhicules vendus le ou après le 22 mars 2004. Voir le concessionnaire pour les détails.

PROGRAMME  
DE REMISE  
AUX DIPLÔMÉS

www.hyundaicanada.com

LES PARTENAIRES SHYUNDAI

# Un été plein de vent



**STÉPHANE LAPORTE**  
**CHRONIQUE**  
 COLLABORATION SPÉCIALE  
 stephane@stephanelaporte.com

Je suis assis sur la terrasse. Je lis ma *Presse*. Je la tiens serrée. À deux mains. Et chaque fois que je tourne une page, c'est l'aventure. Le vent gonfle le cahier comme si c'était une voile. Et s'il a le malheur de me glisser des mains, le cahier *Arts et spectacles* va se retrouver dans la piscine du voisin. La rose des vents a des étourdissements. Et ça me pousse à penser.

Il a venté sur notre été. Même les journées chaudes, même les journées sans nuages, le vent était présent tout le temps. Il n'y a pas eu de canicule. Le vent a soufflé dessus. Tout a passé vite. Les fusions, les élections, le Jazz, le Juste pour rire, les Francos, les Olympiques, c'est déjà aux archives. C'est déjà la rentrée. L'été avait le vent dans le dos.

D'habitude, on ne le remarque pas. De tous les éléments de la nature, le vent est le plus discret. C'est le Réjean Ducharme de la

création. Le feu est une star. Il brûle à grands coups de flammes rouges. Il prend de la place. On le voit. Il cache la forêt tellement il se répand.

L'eau est partout. Tellement partout que la planète est bleue. Chaque lac, chaque rivière, chaque fleuve, chaque océan a un nom, a une histoire.

Le vent est invisible. Ses noms sont peu connus. Quand il est calme, quand il est doux, on croit même qu'il n'est pas là. Il faut qu'il se fâche pour qu'on parle de lui. Qu'il devienne tornade, cyclone ou ouragan. Mais encore là, on ne le verra pas en première page. On verra un arbre au sol, des parapluies retournés, une

**L'été (2004) où la Floride va s'envoler à grands coups de tornades. Le vent n'est pas fou. Il ne veut pas qu'elle vote pour Bush. Mais ce vent plein de bon sens devra s'avouer vaincu devant le seul adversaire capable de le vaincre: le vent contraire. Le vent de la peur qui pousse l'Amérique à voter W.**

maison saccagée, mais le coupable, on ne le verra pas. Le vent est comme le temps: on voit ce qu'il nous fait, on voit ses marques sur nous. Mais on ne voit pas qui il est.

Et c'est pour ça qu'il est invincible. On peut éteindre le feu. On ne peut arrêter le vent. Quand il est en colère, il faut attendre qu'il

en revienne. Il n'y a pas d'avion Canadair pour le forcer à tourner, pas de bouclier anti-vent. Le vent est plus fort que tout. Le vent est plus fort que nous. Il n'y a qu'une solution pour se défendre des ouragans: sacrer le camp.

**Poussière devant le vent**

C'est quand même ironique. L'homme, le maître de l'Univers, l'inventeur de la bombe atomique, n'est que poussière devant le vent. Il abandonne tout. Il ne s'obstine pas. Il s'en va ailleurs. Là où le vent est bon. L'homme est comme un enfant face au vent. Dans le désert, quand il vente trop, le vent parvient même à retarder la guerre.

J'arrivais à être de son côté, mon cerf-volant me reliait au ciel. J'étais à une ficelle d'être éternel.

Si l'eau est la vie, le vent est le destin. Et les hommes les plus sages sont les marins, qui savent faire avec. Aller où il nous pousse en sachant que c'est le seul moyen d'aller là où on veut. Dieu est partout sans qu'on le voie. Dieu est le vent.

Le feu brûle. L'eau coule. Le vent chante. Le vent est un musicien. Il a ses instruments à lui. Il peut jouer Beethoven ou Miles Davis. Il peut faire traverser la mer. Il peut faire survoler la Terre. Il peut nous porter. Nous faire aller plus haut, plus vite, plus loin. Et il peut aussi tout détrui-

re parce qu'il a trop venté pour toucher à l'or. L'été où la Floride va s'envoler à grands coups de tornades. Le vent n'est pas fou. Il ne veut pas qu'elle vote pour Bush. Mais ce vent plein de bon sens devra s'avouer vaincu devant le seul adversaire capable de le vaincre: le vent contraire. Le vent de la peur qui pousse l'Amérique à voter W.

**Le temps déréglé?**

Je ne sais pas si cela a à voir avec le réchauffement de la planète. Je ne sais pas si c'est pour cela que le vent se fait plus présent, plus violent. Les scientifiques sont en train d'épuiser tous les noms de gars et de filles pour baptiser des cyclones. Avant qu'ils soient rendus à Zorro, il faudrait peut-être penser à ne pas dérégler le temps.

Je suis assis sur ma terrasse. J'achève de plier ma *Presse*. Je suis parvenu à la lire sans perdre un cahier. Mais on dirait que toutes les sections se sont mêlées dans ma tête. Météo, politique, sports et spectacles, comme si une bourrasque avait rassemblé toutes les colonnes dans le désordre et que toutes mes pensées s'étaient éparpillées.

C'est une drôle de chronique? Vous avez raison. Certains diront que ce n'est que du vent. Je prendrai cela comme un compliment.

## Mystérieuse explosion en Corée du Nord

Washington se demande si Pyongyang s'apprête à mener un essai nucléaire

ASSOCIATED PRESS  
 ET AGENCE FRANCE-PRESSE

SÉOUL – Une très forte explosion, provoquant un énorme nuage de fumée, s'est produite dans une province septentrionale de la Corée du Nord jeudi dernier, jour de l'anniversaire de la création de la Corée communiste, a rapporté hier l'agence sud-coréenne Yonhap.

Yonhap, citant une source non identifiée à Pékin, affirme que l'explosion est survenue dans le district de Kim Hyong Jik, dans la province de Yanggang, proche de la frontière chinoise. Les dégâts et le cratère provoqués par l'explosion ont été suffisamment importants pour être notés par des satellites.

Selon l'agence sud-coréenne, un nuage de 3,5 à 4 kilomètres de diamètre se serait formé lors de l'explosion.

Certains spécialistes jugeaient possible que la Corée du Nord profite d'un anniversaire important pour mener un essai nucléaire ou apparenté. Il n'y a toutefois aucune indication que l'explosion de jeudi

soit liée aux tentatives nord-coréennes de se doter de l'arme atomique. Toutefois, le district de Kim Hyong Jik abriterait une importante base de missiles.

**Craintes aux États-Unis**

Par ailleurs, les services de renseignements américains sont en plein débat pour déterminer si de nouvelles données en provenance de Corée du Nord doivent être interprétées comme un signe que le pays se prépare à organiser son premier essai nucléaire, ont indiqué hier à l'AFP des hauts responsables américains.

La réalisation d'un essai nucléaire par la Corée du Nord avant l'élection présidentielle américaine pourrait remettre en question la politique d'encadrement diplomatique adoptée par George W. Bush face aux ambitions nucléaires de l'État stalinien.

Le président américain a de nombreuses fois répété que les pourparlers à six réunissant tous les voisins de la Corée du Nord et les États-Unis constituaient un outil de

contrôle efficace pour tenir l'État en laisse, alors que son concurrent démocrate John Kerry défend l'ouverture de négociations directes avec Pyongyang.

Ces mêmes hauts responsables ont refusé de préciser la nature des données ayant entraîné ce débat. « Tout le monde sait que la capacité de production nucléaire de la Corée du Nord nous inquiète », a déclaré l'un d'eux.

Le *New York Times* doit publier dans son numéro d'aujourd'hui un article expliquant que les services

américains de renseignement ont repéré des mouvements suspects de matériel autour de plusieurs endroits reculés de la Corée du Nord, dont les analystes pensent qu'il pourraient devenir des lieux d'essais nucléaires.

Mais les services de renseignement ne s'entendent pas sur l'interprétation à faire de ces mouvements, alors qu'aucun câble électrique menant à un local souterrain n'a été détecté qui aurait constitué une preuve tangible de la préparation d'un essai nucléaire, selon le journal.

LOTO QUÉBEC			
Résultats			
TVA, le réseau des tirages			
<b>LOTTO SUPER 7</b>	Tirage du 2004-09-10	GAGNANTS	LOTS
02 13 20 26 27 40 46		7/7 0	5 000 000,00 \$
		6/7+ 0	283 266,70 \$
		6/7 89	2 784,90 \$
Complémentaire : (37)		5/7 5 709	155,00 \$
Ventes totales : 15 106 286 \$		4/7 121 393	10,00 \$
Prochain gros lot (appr.) : 7 500 000 \$		3/7+ 111 887	10,00 \$
		3/7 1 026 883	Participation gratuite

<b>LOTTO 649</b>	Tirage du 2004-09-11	<b>Québec 49</b>	Tirage du 2004-09-11
07 10 21 29 32 43		24 26 36 41 42 47	
Complémentaire : (27)		Complémentaire : (15)	

<b>DOUBLE JEU 49+ 649</b>	Tirage du 2004-09-11	07 08 35 37
		03 09 27 32
		16 18 22 41

\*Seules les sélections participant au Lotto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU 649			
<b>Quotidienne</b>	Tirage du 2004-09-11	<b>Panoco</b>	Tirage du 2004-09-11
3 4	687 8352	01 03 05 08 10 12 13 16 17 21	24 28 30 33 34 48 65 67 69 70
<b>Extra</b>	Tirage du 2004-09-10	<b>Extra</b>	Tirage du 2004-09-11
	986801		916775

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

**Rêves d'automne**

**Festival paysages en peinture**  
 Baie-Saint-Paul • Charlevoix

**Du 24 septembre au 3 octobre 2004**

**www.revesautomne.qc.ca**  
**(418) 435-5875 • 1-800-761-5150**

Partners: Ville de Baie-Saint-Paul, CD de la MRC de Charlevoix, Bureau de la Capitale-Nationale Québec, Charlevoix Association touristique Régionale, Desjardins Caisse populaire de la Vallée du Gouffre.

QUATRE CAHIERS SPÉCIAUX, LES JEUDIS DE SEPTEMBRE

# MODE BEAUTÉ

AUTOMNE-HIVER 2004

► Les tendances de l'automne ► Les choix d'Isabelle Boulay, Karine Vanasse, Nanette Workman et Corneille  
 ► Guide pratique, trucs et secrets de beauté

Jeudi, le rendez-vous Mode Beauté dans **LA PRESSE**

**Stressless**  
 Vos meilleurs moments de détente

**Esprit Nouveau**  
 1828, boul. Le Corbusier, Laval  
 Tél. : (450) 686-5055  
 www.esprit-nouveau.com

# DOSSIER QUI SONT LES 18-24 ANS?

2 > COMMENT AIMENT-ILS?



Enfants du divorce, 65% des jeunes adultes d'aujourd'hui rêvent de passer toute leur vie avec un seul conjoint, 77% souhaitent avoir des enfants, 59% se disent amoureux et 45% veulent se marier. Voici le deuxième volet de notre grande série sur la génération des 18-24 ans qui se poursuivra jusqu'à samedi.

NOM : SAMUEL AUDET  
ÂGE : 22 ANS  
SITUATION : EN COUPLE  
DÉSIR D'ENFANTS : NON  
ÂGE DE LA PREMIÈRE  
RELATION SEXUELLE : 17 ANS  
RELATIONS AVEC  
UN PARTENAIRE DU MÊME  
SEXE : OUI  
RELATIONS À TROIS  
(OU PLUS) : «FAILLI»  
CYBERSEXE : QUELQUES FOIS

Samuel, en couple avec un homme depuis trois mois, ne veut pas d'enfants. Issu lui-même d'une famille de six, «je ne me vois pas élever des enfants à deux gars. Il manquerait une mère», dit-il. Ce qui ne veut pas dire que la famille ne soit pas importante pour lui. «Après avoir vécu dans une grande famille, on n'a pas le choix! Ce qui compte pour lui, pour être heureux? «C'est le travail qui l'emporte sur l'amour. Avoir une bonne job, c'est valorisant. C'est ce dont j'ai besoin. Je ne peux pas m'en cacher.» Se voit-il passer toute sa vie avec une même personne? «Il y a trop de monde sur Terre. Je dis non, jusqu'à preuve du contraire.» Quant à savoir si la vie sexuelle des jeunes aujourd'hui est bien différente de celle des générations antérieures, pas de doute : «C'est plus facile, plus ouvert, sauf qu'on fait moins de bébés!»

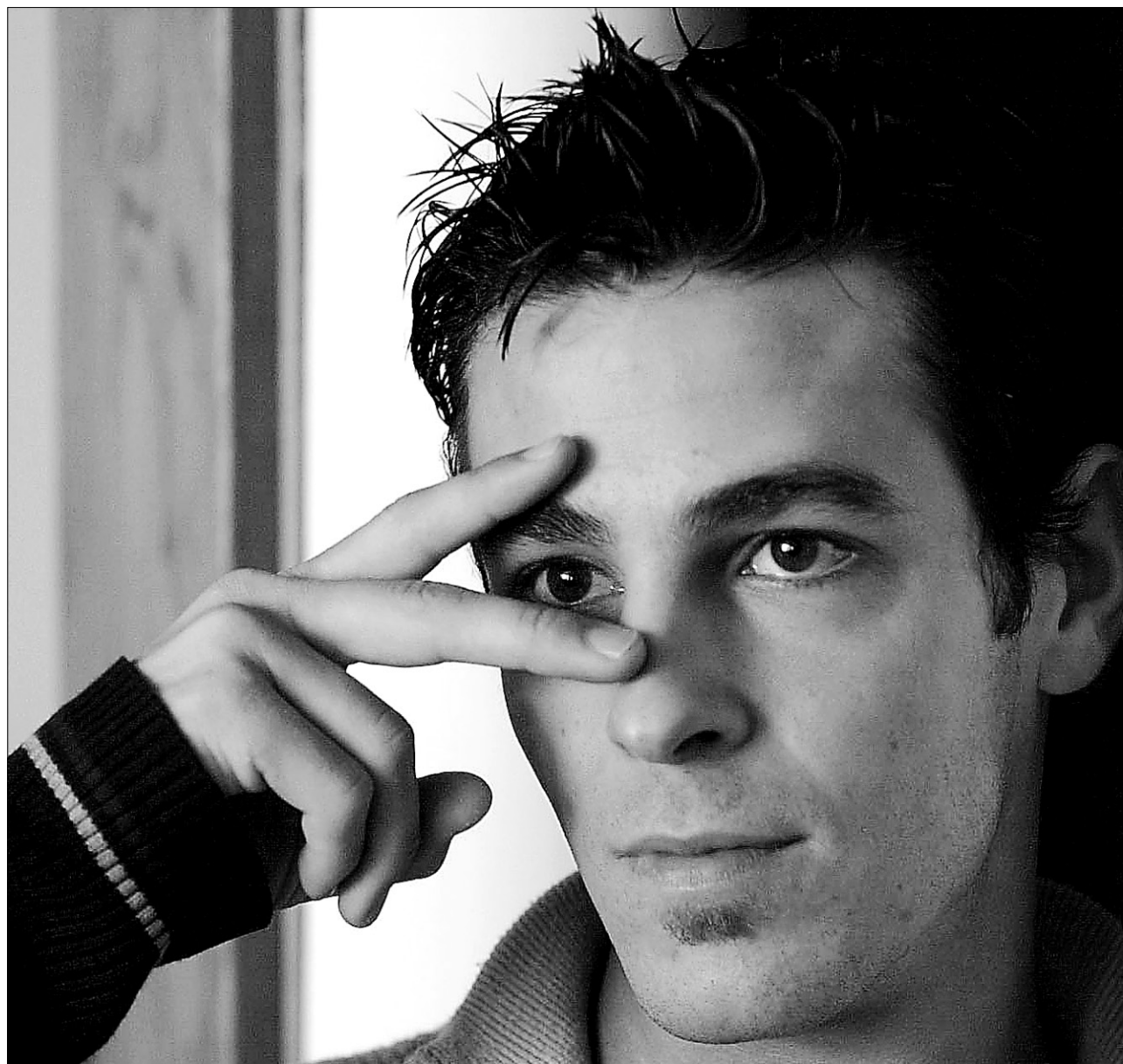


PHOTO SYLVAIN MAYER, COLLABORATION SPÉCIALE

## L'AMOUR AVEC UN GRAND

### SONT-ILS ROMANTIQUES, LES JEUNES DE 18-24 ANS?



SILVIA GALIPEAU

Même si les expériences sexuelles ne sont plus taboues pour eux et que certains ont expérimenté le sexe anal ou les aventures à trois, c'est avec l'homme ou la femme de leur vie qu'ils rêvent toujours de finir leurs jours.

Et même si leurs parents sont divorcés, s'ils savent qu'il n'est pas toujours facile d'élever des enfants aujourd'hui, ils en veulent. Beaucoup. Pas un unique poupon, mais une joyeuse famille de deux, voire trois bambins.

Paradoxaux, les jeunes de 18 à 24 ans? C'est du moins ce qu'on serait porté à croire, à la lecture des résultats du sondage CROP-

MusiquePlus-La Presse, mené auprès de 574 jeunes le mois dernier, tout particulièrement en ce qui a trait à leurs réponses entourant leurs univers familial, amoureux et sexuel.

Ainsi, si le tiers des jeunes interrogés sont issus de familles séparées ou divorcées (un chiffre qui semble en deçà de la réalité provinciale, où un mariage sur deux se solde par un divorce), les trois quarts affirment que leurs parents ont néanmoins réussi leur vie amoureuse.

Qu'ils soient enfants de divorcés ou non, deux sur trois souhaitent aussi passer leur vie avec le même conjoint. Signe des temps, seule une minorité (45%) compte toutefois se marier.

Le divorce n'est-il donc plus perçu comme synonyme d'échec amoureux? «Si on leur avait demandé si leurs parents avaient réussi leur vie de couple (et non amoureuse), peut-être que la réponse aurait été différente, répond Marc Molgat, professeur de service social à l'Université d'Ottawa et membre

de l'Observatoire jeunes et société à l'INRS. La vie amoureuse, cela ne signifie plus un seul partenaire tout au long de la vie.»

Johanne Charbonneau, sociologue à l'INRS-urbanisation, culture et société, voit surtout d'un bon œil cette «acceptation du fait que dans la vie, il y ait rupture». «C'est intéressant parce qu'on a toujours envoyé le message qu'il était mauvais, pour la jeunesse, que les parents se séparent, que cela faisait nécessairement des traumatismes dans leur vie.» Au contraire, on voit ici des jeunes réalistes, conscients que «dans la vie, il y a plein de gens qui se séparent».

N'empêche que les jeunes se souhaitent tout de même de rencontrer le grand amour, seul et unique, avec qui finir leurs jours. «Cela fait partie des normes et rêves de la vie de couple, reprend Marc Molgat. Que nos parents soient divorcés ou non, on garde toujours cet espoir, ce rêve amoureux, le rêve du couple qui dure toujours. C'est pour ça qu'on a des peines d'amour.»

Même paradoxe du côté de la vie de famille. Si la majorité (55%) des jeunes croit qu'il est plus difficile aujourd'hui d'élever des enfants, ils sont résolument décidés à repeupler la province. Plus des trois quart (77%) disent vouloir des enfants, parmi lesquels la moitié en veut deux, près du tiers disant même en vouloir trois.

Si année après année, sondage après sondage, cette tranche d'âge se dit toujours désireuse de fonder une famille (souvent nombreuse), ces chiffres donnent néanmoins matière à réflexion, croient les chercheurs interrogés. «Bien que les jeunes veuillent des enfants, veuillent vivre en couple, leurs désirs n'arrivent pas à se réaliser, souligne Marc Molgat. C'est dommage parce qu'on parle toujours du déficit démographique du Québec. Il faudrait que la société puisse accompagner ce désir d'enfants chez les jeunes.» En un mot, conclut-il, il serait temps de se poser franchement la question: «Quelle place voulons-nous accorder à la famille?»

## Des limites aux folies sous la couette

SILVIA GALIPEAU

Même paradoxes, toujours, du côté de la vie sexuelle des jeunes. Oui, à 18 ans, on explore. Oui à 18 ans, on expérimente. Les 101 positions du *Kama Sutra*, on connaît. Mais on ne s'envoie pas en l'air avec n'importe qui, n'importe quand, pour autant. C'est ainsi que 19% des jeunes

interrogés disent avoir eu une aventure avec un partenaire du même sexe, 22% ont eu l'audace de l'expérimentation à trois (ou plus), 28% pratiquent le cyber-sexe et 29% ont eu une relation anale.

Mais en même temps, la fidélité et le respect d'autrui, ça n'est pas que pour les autres. Quand on leur demande s'ils croient que les relations

extraconjugales ne sont pas graves, 86% des jeunes répondent par la négative. Faut-il avouer à son doux et tendre une aventure d'un soir? Affirmatif, répondent plus de huit jeunes sur 10.

«On a le droit aujourd'hui d'essayer à peu près tout ce qu'on veut avant de s'engager. Mais une fois engagé, on comprend qu'il y a des limites»,

analyse Michel Dorais, socio logue de la sexualité à l'Université Laval.

Le professeur ne croit d'ailleurs pas que les jeunes aujourd'hui soient beaucoup plus délégués que leurs parents au même âge. Ni même leurs grands-parents. Folles soirées à trois, avec deux Jules ou deux Jeanne, sodomie et autres, si on avait posé les mêmes questions 30 ans plus tôt

à leurs parents, «les réponses auraient été semblables, s'ils avaient été honnêtes. Des nouvelles positions sexuelles, cela fait longtemps qu'on n'en a pas inventé. Les jeunes aujourd'hui le font peut-être un peu plus ouvertement, sont peut-être un peu mieux dans leur peau. Mais ils n'inventent rien. Ils vivent les mêmes choses que leurs parents.»

# DOSSIER QUI SONT LES 18-24 ANS?

## DÉLURÉS? Trois experts analysent les chiffres

**13%** n'ont jamais eu de relation sexuelle.

«C'est très normal. On retrouve à peu près les mêmes pourcentages en terme d'asexualité, à tous les âges de la vie. Ce sont souvent des gens qui attendent que cela vaille la peine. Et des fois c'est plus long que prévu.»

— MICHEL DORAIS, sociologue de la sexualité à l'Université Laval

«Ce n'est pas vrai que tous les jeunes de 13 ans ont eu une relation sexuelle comme on l'entend souvent. Ce n'est pas si rare entre 18 et 24 ans de ne jamais avoir fait l'amour.»

— CANDY CARRIER, sexologue clinicienne

**19%** ont déjà eu une aventure avec un partenaire du même sexe.

«Depuis que l'homosexualité identitaire existe, on parle beaucoup moins de bisexualité. Mais il y a bien des gens qui ont des relations avec les deux sexes. Ce chiffre rejoint ce que les premières statistiques en sexualité (il y a plus de 50 ans, avec la fameuse étude Kinsey) nous disaient. Attention, cela ne veut pas dire qu'il y a 19% d'homosexuels ou de bisexuels, mais que 19% ont expérimenté les deux.»

— MICHEL DORAIS

«40% des hommes ont déjà eu des rapports homoérotiques (masturbations réciproques, fellations, etc.), dont la moitié remonte à l'adolescence. Ce chiffre correspond donc à la réalité.»

— YVON DALLAIRE, sexologue, psychologue et auteur

**22%** ont déjà eu une relation sexuelle à trois (ou plus).

«Cela fait partie de la bisexualité. Donc les chiffres sont voisins. Ce sont des choses que l'on voit de plus en plus. Ce qui surprend, c'est que les jeunes le disent.»

— MICHEL DORAIS.

«C'est une mode en ce moment. Dans les films, les bars, les gens font état de ce genre de comportements. Malheureusement, les gens se sentent obligés de les vivre.»

— CANDY CARRIER

## Impopulaire condom

SILVIA GALIPEAU

Moins de la moitié des jeunes interrogés disent systématiquement se protéger. Faut-il pour autant s'en inquiéter?

Les chiffres sont sans équivoque: à peine 47% des jeunes affirment «toujours» utiliser des condoms, 37% ne se protègent que «parfois», et 15% carrément «jamais».

De là à conclure que toutes les campagnes de prévention ont échoué, il y a un pas que Michel Dorais, sociologue de la sexualité à l'Université Laval, refuse de franchir. Minute, précise-t-il: «Tout dépend d'où ils partent!»

Il ne faut en effet pas confondre la réalité du ténébreux célibataire, qui couche chaque soir avec une nouvelle poulette, avec celle du petit couple stable, ensemble depuis des lustres. «S'ils sont

ensemble depuis longtemps, c'est sûr qu'ils sont plus exclusifs et fidèles.»

Par ailleurs, «tout dépend aussi de ce qu'ils font», toutes les pratiques sexuelles n'étant pas aussi à risque les unes que les autres en ce qui a trait aux infections sexuellement transmissibles, rappelle-t-il.

De tous les jeunes interrogés, aucun n'enfile d'ailleurs de condom à chaque relation. Chacun se justifie aussi à sa façon. «Nous ne mettons plus de condoms. Cela fait six ans qu'on est ensemble et on se fait confiance mutuellement», affirme Catherine Perreault, 23 ans. Samuel Audet, jeune homosexuel, ne se protège pas plus. Seulement «parfois», dit-il. A-t-il peur du sida? «Pas plus que du virus du Nil.»

Les jeunes sont d'ailleurs partagés sur cette question, la moitié se disant inquiète, l'autre non.

## ET VOUS?

TEXTES SILVIA GALIPEAU

NOM : ISABELLE GARIÉPY  
 ÂGE : 24 ANS  
 SITUATION : MARIÉE ET MAMAN  
 DÉSIR D'ENFANTS : OUI  
 ÂGE DE LA PREMIÈRE RELATION SEXUELLE : 16 ANS  
 RELATIONS AVEC UN PARTENAIRE DU MÊME SEXE : NON  
 RELATIONS À TROIS (OU PLUS) : NON  
 CYBERSEXE : NON

Mariée à 23 ans, maman à 24, Isabelle sait bien que son parcours détonne. «On avait ce désir de célébrer notre union. De renforcer notre union, comme peu de gens de notre âge.» Et si elle veut des enfants depuis toujours (trois au total), elle mise aussi davantage sur l'amour que sur la carrière. Graphiste en théâtre, «j'ai un statut très précaire, mais ça ne me fait pas peur. J'ai décidé de faire des enfants jeune, parce que la carrière, ce n'est pas très important pour moi. Je n'aurai jamais beaucoup de sous et ce n'est pas grave. La famille, plutôt que l'argent.» Elle souhaite aussi passer sa vie avec le père de ses enfants, «c'est pour ça qu'on s'est marié». Comment sa génération aborde-t-elle la sexualité? «Nous sommes beaucoup plus ouverts qu'avant. Il suffit de penser à l'homosexualité. Ma génération est celle qui a accepté l'homosexualité.»



PHOTO IVANOË DEMERS, LA PRESSE©

## Sexe virtuel

SILVIA GALIPEAU

Dur d'innover sous la couette, l'éventail des positions sexuelles n'ayant pas bien évolué depuis, disons, les derniers millénaires.

Toute invention mérite donc mention. La dernière en date depuis le gode miché et la cassette vidéo : le cybersexe.

D'après notre sondage, près du tiers (28%) des jeunes s'adonne à cette pratique virtuelle. De quoi s'agit-il exactement? «De toute activité sexuelle en naviguant sur Internet, définit Alain Rioux, psychologue et auteur du *Guide de la sexualité branchée*. C'est une nouvelle façon d'aborder la sexualité liée à la technologie.» Le cybersexe correspond donc tant au *chat* érotique qu'à l'échange de photos pornos, en passant par la masturbation devant le visionnement d'un clip vidéo.

La popularité du cybersexe chez les jeunes ne surprend pas le psychologue. Car cette génération a découvert la signification des mots «con», «bite» ou «queue» non pas dans les livres, mais avec Internet. En tapant «sexe» dans n'importe quel moteur de recherche, ces jeunes ont découvert un univers insoupçonné. Car «la sexualité d'Internet n'est pas la sexualité des livres, souligne l'auteur. C'est une sexualité axée sur la performance, la consommation sexuelle, les relations de pouvoir».

Cet univers était certes déjà à leur portée de main, dans les magazines ou clubs vidéos XXX. Encore fallait-il à l'époque affronter le regard inquisiteur du caissier.



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE©

NOM : ANNIE ÈVE ROBERT  
 ÂGE : 23 ANS  
 SITUATION : CÉLIBATAIRE  
 DÉSIR D'ENFANTS : OUI  
 ÂGE DE LA PREMIÈRE RELATION SEXUELLE : À VENIR  
 RELATIONS AVEC UN PARTENAIRE DU MÊME SEXE : NON  
 RELATIONS À TROIS (OU PLUS) : NON  
 CYBERSEXE : NON

À 23 ans, Annie Ève n'a jamais eu de relation sexuelle. «Je ne me suis jamais sentie assez à l'aise.» Mais ça n'est pas faute d'occasions. «J'ai connu pas mal de garçons, j'ai eu des relations assez sérieuses.» Mais elle attend mieux. «J'ai toujours vu les relations sexuelles comme l'aboutissement d'un long processus : on apprend à se connaître, on s'apprivoise, on vit des expériences ensemble, avant d'être prêts à se donner totalement.» Elle n'attend pas le prince charmant, l'homme idéal ou monsieur Parfait «mais quelqu'un avec qui je serai bien, avec qui je vais m'entendre, partager des valeurs et qui va prendre le temps de me connaître». Elle veut aussi des enfants, un ou deux, et souhaiterait passer sa vie avec le même homme. «L'idée de changer de partenaire ne m'a jamais été présentée. J'ai été élevée dans une famille très traditionnelle. Ce n'est pas une option dans ma tête.»

NOM : JONATHAN LÉNARD  
 ÂGE : 21 ANS  
 SITUATION : CÉLIBATAIRE  
 DÉSIR D'ENFANTS : «POINT D'INTERROGATION»  
 ÂGE DE LA PREMIÈRE RELATION SEXUELLE : 15 ANS  
 RELATIONS AVEC UN PARTENAIRE DU MÊME SEXE : NON  
 RELATIONS À TROIS (OU PLUS) : NON  
 CYBERSEXE : NON

Célibataire par choix depuis un an, Jonathan a décidé d'attendre de rencontrer l'âme soeur. «J'attends de trouver quel-qu'un de vraiment bien. Quelqu'un avec qui je peux parler, avec qui partager les mêmes intérêts.» S'il serait certes plus heureux avec une blonde — «c'est sûr que ça apporte plus de joies, je ne mentirai pas là-dessus» —, il ne se jettera pas non plus dans les bras de la première venue. «Ça ne vaut pas la peine. Ce que je recherche, c'est une relation stable et de l'indépendance de chaque côté.» En attendant, il n'est pas sûr de vouloir un jour des enfants. «C'est un point d'interrogation.» Sa vie sexuelle est-elle bien différente de celle de ses parents au même âge? «On est peut-être plus ouverts, on fait ça plus jeune, mais ça reste toujours le même jeu.»

PHOTO IVANOË DEMERS, LA PRESSE©



MÉTHODOLOGIE: Sondage effectué au Québec par la firme CROP pour le compte de La Presse et MusiquePlus. Au total, 574 jeunes âgés de 18 à 24 ans ont été interviewés entre le 15 juillet et le 2 août, puis entre le 9 et le 22 août 2004. La marge d'erreur est de 4,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

**LA QUESTION DE LA SEMAINE** > Net generation? La génération écho? Quel nom décrit le mieux la génération des jeunes adultes d'aujourd'hui?

**LA QUESTION DU JOUR** > Êtes-vous surpris de voir que les jeunes accordent de l'importance à la vie de couple et veulent des enfants?

Répondez-nous à l'adresse suivante: [18-24@lapresse.ca](mailto:18-24@lapresse.ca)

**À LIRE DEMAIN**  
 Comment gagnent-ils et dépensent-ils leur argent?

La suite de notre grand dossier sur les 18-24 ans

## ACTUALITÉS

## EN BREF

## Portes ouvertes à la ferme

Plus de 200 fermes dispersées dans toutes les régions de la province accueilleront aujourd'hui des visiteurs dans le cadre des Portes ouvertes sur les fermes du Québec. Cette activité est organisée pour la deuxième année consécutive par l'Union des producteurs agricoles (UPA). Sur le thème « Une ferme à la ville », il y aura à la Maison de l'UPA de Longueuil une exposition d'animaux, des dégustations, un marché public de produits régionaux ainsi que des stands animés par des producteurs. Des navettes transporteront également les visiteurs vers une quinzaine de fermes des environs. Les activités se déroulent de 10 h à 16 h.

## Une fête tourne au vinaigre à Laval

Un mois après le meurtre de Sébastien Lacasse, dans le quartier voisin de Sainte-Rose, une autre fête donnée à Laval a tourné au drame vers 4 h hier matin. Un jeune homme de 18 ans a reçu un coup de couteau à la gorge après qu'une bataille eut dégénéré dans une résidence privée. Il a été conduit à l'hôpital, mais on ne craint pas pour sa vie. De huit à 10 copains s'étaient réunis au 2790, 21<sup>e</sup> Avenue, à Laval-Ouest. Pour des raisons inconnues, une bagarre a éclaté entre deux personnes. L'un d'eux, âgé de 19 ans, a sorti un couteau et il a blessé son opposant. Le jeune homme a été arrêté par les policiers, qui l'ont interrogé dans la journée d'hier. Il pourrait être accusé de voies de fait, d'agression armée ou encore de tentative de meurtre.

Émilie Côté

## Violence conjugale à Rosemont

Une femme de 37 ans a été poignardée par son ex-conjoint dans la nuit de vendredi à samedi. Vers 1 h du matin, l'homme de 48 ans s'est rendu une première fois chez son ex-femme, dans le quartier Rosemont à Montréal. Il l'a menacée, puis a frappé son colocataire qui tentait d'intervenir. L'homme a quitté les lieux et y est revenu quatre heures plus tard. C'est à ce moment qu'il a poignardé son ex-conjointe à l'abdomen, ne lui infligeant que des blessures mineures. Il a été arrêté peu de temps après par les policiers, rue Mont-Royal.

Émilie Côté

## Fillette retrouvée

La fillette du quartier Saint-Michel portée disparue depuis mardi soir a été retrouvée hier après-midi. Un citoyen a reconnu Rud Maille Petion grâce à sa photo qui circulait dans les médias, et il a alerté les policiers. La fillette de 12 ans suit une thérapie et doit prendre des médicaments.

## Guêpes tenaces à Châteauguay

L'aire de jeux du parc Isabelle à Châteauguay a été curieusement déserté au cours de l'été. La raison? Trop de guêpes ont élu domicile dans cet espace vert... et elles semblent déterminées à y rester. La municipalité a tenté par tous les moyens de faire déguerpir les centaines de guêpes qui squattent les lieux, mais en vain. « Nous avons changé le sable deux fois, remplacé le bois de l'aire de jeu par du synthétique et nettoyé deux fois le terrain avec de l'eau savonneuse, mais nous n'avons pas obtenu les résultats escomptés », indique Maria Vieira, directrice des communications à la Ville de Châteauguay.

Émilie Côté

## Stéphane Dion veut marier environnement et économie

CHARLES CÔTÉ

Le nouveau ministre canadien de l'Environnement, Stéphane Dion, veut faire du Canada le chef de file d'une « nouvelle révolution industrielle » qui marierait environnement et économie.

« Les nations qui réussiront à bien marier les facteurs économiques et environnementaux bénéficieront d'un immense avantage économique, a-t-il affirmé lors de son premier discours d'importance, prononcé devant la chambre de commerce de Calgary. Celles qui voient l'environnement comme un obstacle à la compétitivité économique seront laissées pour compte. »

M. Dion a suggéré la formation de « tables rondes permanentes » réunissant l'industrie, les scientifiques, les groupes écologistes et les gouvernements, pour établir les façons d'intégrer le respect de l'environnement dans les décisions économiques.

« Les pays qui réussissent ont un modèle de collaboration, a expliqué M. Dion à La Presse en entrevue téléphonique. Disons à l'industrie : vous devez donner votre point de vue et aussi être ouverts aux points de vue des autres. Mais au bout du compte, il va y avoir une décision qui aura une portée légale. »

« C'est juste une suggestion de ma part, a-t-il précisé. J'ai fait circuler l'idée au cabinet. »

Il a repris une idée lancée il y a deux ans par son prédécesseur, David Anderson : adopter telle quelle la réglementation de l'État de la Californie sur la pollution par les automobiles.

« Une de mes priorités est d'établir les incitatifs nécessaires dans ce domaine comme dans les autres, dit-il. A priori, la Californie, c'est l'équivalent de la population canadienne.

On pourrait doubler nos forces en adoptant la même réglementation qu'eux. Avec ça, l'Amérique du Nord pourrait améliorer sa situation. »

« Ce qui m'inquiète, ce n'est pas seulement l'environnement, c'est l'économie, dit-il. L'Union européenne vient de publier deux études qui montrent que sa réglementation plus stricte a rendu les automobiles plus efficaces, plus légères, donc plus compétitives. Il faut faire la même chose en Amérique du Nord. Sinon, notre capacité d'exporter en Europe et au Japon va devenir encore plus mince et leur capacité d'exporter en Amérique du Nord va grandir, parce qu'ils réussissent mieux à intégrer environnement et économie. »

Sur les dossiers plus précis, M. Dion s'est fait peu loquace. Il dit étudier la décision de la Cour fédérale sur l'incinérateur de Belledune, au Nouveau-Brunswick. Cette décision

empêche l'évaluation environnementale du projet parce que justement, ce n'est plus un « projet » : l'incinérateur controversé est déjà construit, avec la bénédiction du gouvernement provincial. « Je suis en train de considérer ma décision, dit-il. Je vais faire ma recommandation au ministre de la Justice bientôt. »

Sur la question de la mise en oeuvre du protocole de Kyoto, M. Dion dit travailler « main dans la main » avec son collègue des Ressources naturelles, John Efford, qui assistait d'ailleurs à son discours à Calgary. « L'Environnement est un ministère économique et les Ressources naturelles un ministère environnemental, a affirmé M. Dion. Ça va dans les deux sens. »

Dans le processus tortueux qui a mené le Canada à ratifier le protocole de Kyoto en décembre 2002, il y a eu de nombreux tiraillements entre ces deux ministères.

## Les routes sont saturées

Le carambolage de jeudi dernier a révélé une fois de plus les faiblesses du réseau montréalais



BRUNO BISSON

## ANALYSE

La circulation automobile est le sang de la ville. Elle coule et se répartit dans un réseau complexe d'artères et de collecteurs secondaires pour alimenter chaque maison, chaque entreprise construite en bordure de chacune de ses rues, comme le sang qui fournit en oxygène chaque cellule d'un corps vivant.

Et quand une de ses artères bloque, ou qu'un de ses ventricules (ou échangeur) claque, la ville tombe en arrêt, comme le corps qui fait un infarctus. Les embouteillages sont des crises cardiaques urbaines. On peut les prévenir. On ne peut pas toujours les éviter. Et Montréal en a vécu toute une jeudi matin.

Le carambolage impliquant 14 véhicules, dont sept poids lourds, survenu dans un échangeur du sud-ouest de Montréal juste avant l'heure de pointe, et sur l'autoroute 20, l'une des plus encombrées de la métropole, a paralysé la circulation automobile pendant des heures, et dans un rayon de plusieurs kilomètres embrassant tout le centre et l'ouest de Montréal, ainsi que ses rives nord et sud jusque dans les secondes couronnes.

La fermeture de l'autoroute 20 en direction du centre-ville a forcé tous les usagers en provenance de l'ouest à se rabattre sur la seule autoroute 40, déjà surchargée chaque matin par la circulation en provenance de la Métropolitaine (40 Ouest) et de la 15 Nord (autoroute des Laurentides).

À l'est, les automobilistes de la Métropolitaine, prévenus, ont emprunté les voies de service pour utiliser les grandes artères nord-sud qui suffisent à peine aux besoins des résidents et du transport local.

Au sud, l'accès à l'île étant compromis par le pont Mercier, le trafic automobile de ce pont est venu gonfler celui des autres ponts.

À la direction régionale de Montréal du ministère des Transports du Québec, les fonctionnaires et cadres qui ont eu à réagir à l'événement participeront à un grand examen afin de voir si la rapidité et la nature des interventions réalisées durant cette courte crise ont été à la hauteur.

En parallèle, une enquête policière



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

Les pompiers ont eu fort à faire dans les bretelles d'accès de l'autoroute 20 Ouest, jeudi dernier.

établira les causes de l'accident et la séquence des événements qui ont conduit au carambolage dans lequel un homme devait perdre la vie.

Mais quoi qu'il ressorte de ces enquêtes, une chose reste certaine : rien au monde n'aurait pu empêcher le capharnaüm survenu dans le réseau autoroutier de la métropole, parce que tout le réseau est sollicité à la limite de la saturation durant les heures de pointe, et parce qu'aucune des plus grandes infrastructures (ponts,

mettre de contourner l'épicentre du drame routier.

C'est de la pensée magique, pour ne pas dire carrément de la foutaise. Quand elle sera construite, l'autoroute 30, qui sera une voie de contournement de Montréal, ne règlera pas les problèmes de circulation de la métropole parce que ces problèmes ne se limitent plus au réseau qui la ceinturent (imparfaitement).

Selon une étude économique rendue publique en mai dernier par le

ministère des Transports du Québec (MTQ) sur les coûts reliés à la congestion routière, les problèmes de circulation touchent aussi, et de plus en plus, les grandes artères de la ville elle-même, qui n'arrivent plus à absorber le trafic qui arrive des banlieues.

« La congestion sur les artères de Montréal représente à elle seule 34 % de toute la congestion régionale », selon ce document, et l'ensemble des automobilistes y perdent chaque année 5000 heures de plus que dans l'ensemble du réseau.

« On ne règlera jamais complètement les problèmes de congestion routière », dit Pierre Toupin, direc-

teur Partenariat public-privé, modélisation et géomatique, au MTQ.

Selon ce document, en 1998, presque un automobiliste sur cinq dans la région de Montréal ne déplorait aucune perte de temps quotidienne à cause du trafic à l'heure de pointe, tandis que 30 % des usagers voyaient leur temps normal de parcours allongé de cinq minutes ou moins.

Mais selon Pierre Toupin, l'étude révèle aussi que le réseau routier montréalais a atteint ses limites. Elle nous apprend que même si le volume d'automobiles a augmenté de seulement 17 % entre 1993 et 1998, « le temps perdu par les automobilistes dans la congestion a augmenté de

54 %, soit trois fois plus vite ».

Ainsi, explique-t-il, si on compare le réseau routier à un ensemble assez complexe de vases communicants, « nous aurions à Montréal un système qui est en équilibre entre l'offre et la demande automobile, mais qui est tellement saturé qu'à la moindre secousse, il se dérègle complètement. »

Comme si à chaque augmentation de la circulation, les artères de la ville étaient de plus en plus rétrécies par le mauvais cholestérol. À la prochaine obstruction majeure, la crise pourrait être encore plus aiguë.

Et douloureuse.



## CLINIQUES D'AUTOMNE

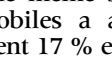
APPRENDRE À COURIR EN PARTENARIAT AVEC

30 AOÛT- 1 NOVEMBRE @ 18H30



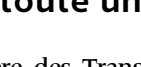
ENTRAÎNEMENT 10K EN PARTENARIAT AVEC

2 SEPTEMBRE- 4 NOVEMBRE @ 18H30



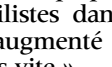
MARCHE EN PARTENARIAT AVEC

30 AOÛT- 1 NOVEMBRE @ 18H



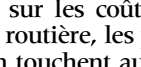
MARATHON EN PARTENARIAT AVEC

28 SEPTEMBRE- 30 JANVIER @ 18H30



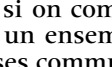
FEMMES SEULEMENT EN PARTENARIAT AVEC

3 SEPTEMBRE- 4 NOVEMBRE @ 18H30



DEMI-MARATHON EN PARTENARIAT AVEC

28 SEPTEMBRE- 30 JANVIER @ 18H30



Coin des Coureurs

LES FRAIS DE LA CLINIQUE COMPRENNENT:  
\*t-shirt technique \*manuel complet sur la clinique  
\*coupon d'escompte d'achat unique \*abonnement  
au Running Room Magazine \*accès en ligne  
aux ressources de la clinique.



# Le monde de Virginie a basculé

DEMAIN 19H ➔ SPÉCIALE 1 HEURE

# VIRGINIE



RADIO-CANADA

VOUS ALLEZ VOIR.

[WWW.RADIO-CANADA.CA/VIRGINIE](http://WWW.RADIO-CANADA.CA/VIRGINIE)

AUTEURE : FABIENNE LAROUCHE • RÉALISATEURS : DANIELE METHOT,  
RICHARD LALUMIÈRE, LAURENT CRAIG ET JEAN HERQUEL

# MONDE

## LE TOUR DU GLOBE

WASHINGTON

### Deux sondages confirment l'avance de Bush

Deux sondages publiés hier confirment la solide avance prise dans la course à la Maison-Blanche par le président républicain George W. Bush, qui devance de respectivement 11 et 6 points John Kerry, son adversaire démocrate. À un peu plus de sept semaines de l'élection, George W. Bush est crédité de 52 % des intentions de vote contre 41 % pour John Kerry dans le sondage dont les résultats paraîtront demain dans le magazine *Time*; celui de *Newsweek*, qui sortira également demain, lui accorde 49 % des suffrages contre 43 % à John Kerry. Le précédent sondage de *Newsweek* établissait l'écart entre les deux hommes à 11 points, avec 52 % pour M. Bush, peu après la fin de la convention républicaine, le 2 septembre. AFP

TERRORISME

### Une «voix» humilie la coalition

Dans une cassette audio attribuée au Jordanien Abou Moussab al-Zarkaoui, une voix se vante d'avoir humilié les forces menées par les États-Unis en Irak et encourage les combattants étrangers à continuer à venir dans ce pays pour aider les insurgés. Cet enregistrement de 45 minutes a été diffusé hier, jour du troisième anniversaire des attentats du 11 septembre, sur un site Internet proche de la mouvance islamiste. Remarqué dans un premier temps par un expert du contre-terrorisme basé aux États-Unis, Evan Kohlmann, son authenticité n'a pas pu être vérifiée. Par ailleurs, trois ans après les attentats du 11 septembre 2001, Oussama ben Laden et son second, Ayman al-Zawahiri, continuent de donner des ordres pour de futurs attentats, a déclaré hier un haut responsable militaire américain. AP

ARABIE SAOUDITE

### Attentat à Djeddah

Une explosion, apparemment due à un taxi piégé, a secoué hier les environs d'une banque américano-saoudienne à Djeddah, en Arabie saoudite, sans que l'on sache si le bâtiment était visé. La chaîne de télévision arabe Al-Arabiya a rapporté qu'un des assaillants avait été blessé tandis que ses complices s'étaient retranchés dans une maison voisine. Le consulat américain de Djeddah, situé à proximité de l'endroit où se seraient retranchés les assaillants, a annoncé qu'il ferait ses portes pour la journée par mesure de précaution. AP

IRAN

### Nucléaire : une date-butoir

La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne se sont mises d'accord pour imposer une date-butoir à l'Iran pour qu'il se conforme aux exigences de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur ses activités nucléaires. Cette date se situerait en novembre, d'après un document confidentiel. Ce texte est un projet de résolution pour la réunion de l'AIEA qui commence demain à Vienne. AP

MER ÉGÉE

### Pétros VII périt dans un accident

Le patriarche grec-orthodoxe d'Alexandrie et de toute l'Afrique, Pétros VII, a péri hier dans l'accident d'un hélicoptère le transportant avec 16 autres personnes, qui s'est abîmé en mer Égée. Sept corps ont été repêchés dans les débris de l'hélicoptère Chinook qui avait décollé d'Athènes et devait atterrir à au mont Athos, haut-lieu de l'orthodoxie. Deuxième dans la hiérarchie orthodoxe derrière le patriarche oecuménique d'Istanbul M<sup>gr</sup> Bartholomé, Pétros VII, né à Chypre, était une personnalité très estimée de son Église pour son ouverture et son engagement humanitaire en Afrique. AFP

# Sérieux avertissement de Washington à la Syrie

## Une journaliste turque est libérée en Irak

AGENCE FRANCE-PRESSE

**BAGDAD** – Une journaliste turque qui avait disparu en Irak a été libérée hier par ses ravisseurs tandis que les États-Unis ont averti la Syrie de ne pas permettre que son territoire soit utilisé comme une « base » pour déstabiliser l'Irak en proie à des actes de violence incessants.

Par ailleurs, le premier membre du renseignement militaire américain jugé pour le scandale de la prison d'Abou Ghraïb a été condamné à Bagdad à huit mois de prison.

Dans le nord de l'Irak, des centaines de personnes fuyaient la ville de Tall Afar par crainte d'une reprise des combats.

La journaliste turque Zeynep Tugrul, qui travaille pour le quotidien à grand tirage *Sabah*, a été remise à un homme politique de la minorité turkmène de Turquie dans la ville de Mossoul, dans le nord de l'Irak.

Le secrétaire d'État adjoint américain chargé du Proche-Orient, William Burns, a, de son côté, déclaré que « la Syrie ne doit pas être utilisée comme une plate-forme pour entraver la stabilité de l'Irak ».

« Nous avons discuté, notamment, des moyens pratiques permettant aux experts militaires américains de coopérer avec leurs homologues syriens et irakiens » pour assurer la stabilité à la frontière syro-irakienne, a ajouté M. Burns à l'issue d'un entretien avec le président Bachar Al-Assad, devant la presse à Damas.

Cette visite est la première d'un haut responsable américain en Syrie depuis plus d'un an, alors que les relations entre les deux pays sont au plus bas.

À la suite de l'appel de Washington, la Syrie a déclaré voir d'une « manière positive » une coopération avec les États-Unis au sujet de l'Irak pour préserver l'unité et la stabilité de ce pays.

À Bagdad, le soldat de première classe Armin J. Cruz « a été condamné à être dégradé au rang de simple soldat, à huit mois d'emprisonnement et à être renvoyé de l'armée pour mauvaise conduite », a annoncé le lieutenant-colonel Steven Boylan.

Armin J. Cruz était notamment



Des militaires des forces menées par les États-Unis en Irak ont commémoré hier les attentats du 11 septembre dans un des anciens palais de Saddam Hussein à Bagdad.

PHOTO KHALID MOHAMMED, AP

accusé d'avoir ordonné à des soldats de contraindre des détenus dénudés, avec les mains liées, à ramper afin que leurs parties génitales frottent le sol, dans la prison d'Abou Ghraïb, près de Bagdad.

Par ailleurs, des centaines d'habitants fuyaient samedi Tall Afar, à 450 km au nord de Bagdad. Des notables de la région ont proposé au premier ministre Iyad Allaoui une médiation pour éviter une reprise des combats qui ont fait 50 morts depuis jeudi.

À Bassora (Sud), un attentat près des consulats américain et britannique, a fait un mort et deux blessés, selon une infirmière et un garde de sécurité.

Selon ce garde, posté à l'extérieur des bâtiments, qui abritent, outre les consulats, les bureaux de la compagnie américaine Kellogg, Brown and Root (KBR, filiale du groupe pétrolier Halliburton), un 4x4 qui passait devant l'édifice a

été détruit par l'explosion d'une bombe, à environ 100 m de l'entrée principale de cet ensemble. Un des occupants du véhicule a été tué et deux personnes ont été blessées.

À Falloujah, à l'ouest de Bagdad, un civil irakien a été tué et un blessé hier par des soldats américains qui ont ouvert le feu après l'explosion d'une bombe au passage de leur convoi.

Dans l'affaire des otages, on restait sans nouvelles des deux Italiennes, enlevées mardi à Bagdad et des deux journalistes français retenus depuis trois semaines en Irak.

L'ultimatum de 24 heures lancé par un groupe islamiste se faisant appeler Ansar Al-Zawahiri (du nom du numéro 2 d'Al-Qaeda, Ayman Al-Zawahiri) et affirmant détenir Simona Pari et Simona Torretta ainsi que deux collègues irakiens, expirait hier. Le groupe a

exigé la libération de « toutes les musulmanes emprisonnées en Irak » en échange d'informations sur les otages.

À Rome, le président irakien, Ghazi Al-Yaouar, a rendu hommage aux deux Italiennes enlevées à Bagdad, les qualifiant de « femmes merveilleuses » et réaffirmant sa volonté de faire tout son possible pour obtenir leur libération.

À Paris, le ministère des Affaires étrangères a annoncé qu'il allait procéder à une « évaluation » de l'ensemble de son dispositif à Bagdad et à Amman pour obtenir la libération des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot.

Le premier ministre irakien, Iyad Allaoui, a affirmé hier que son pays gagnerait la « bataille » contre le terrorisme qui « se propage dans le monde », dans une déclaration à l'occasion du troisième anniversaire des attentats anti-américains du 11 septembre 2001.

# La légende de Karl Rove



RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE

**NEW YORK** – Karl Rove a 9 ans. Le futur stratège en chef de George W. Bush se passionne déjà pour la politique. Et, à l'élection présidentielle de 1960, il préfère Richard Nixon, le républicain mal aimé, à John Kennedy, le démocrate glamour.

Karl Rove a 19 ans. Protégé d'un des conspirateurs du Watergate, Donald Segretti, il se faufile dans les bureaux d'un candidat démocrate de l'Illinois, où il vole du papier à lettres à en-tête sur lequel il imprime une invitation promettant « de la bière gratuite, de la nourriture à volonté, des filles et du bon temps pour rien ». Et il distribue les invitations dans les endroits mal famés de Chicago, histoire d'embarrasser l'adversaire du candidat républicain qui emploie ses bons services.

Karl Rove a 53 ans. À en croire le titre d'un nouveau documentaire polémique, il est le « cerveau de Bush ». Sa légende fait de lui le stratège politique le plus puissant et le plus tordu des 30 dernières années aux États-Unis.

Mais Karl Rove ne se départira jamais de sa réputation de « chien d'attaque » des républicains, un titre qu'il a longtemps partagé avec un de ses amis, Lee Atwater, ex-stratège de Ronald Reagan et de George Bush père. Plusieurs démocrates ont d'ailleurs reconnu sa « patte » dans la campagne de spots télévisés financée par d'anciens combattants du Vietnam dénigrant les faits d'armes du candidat démocrate John Kerry pendant cette guerre.

Rove a nié toute implication dans cette campagne calomnieuse lancée début août, qui a contribué à la remontée du président Bush dans les sondages.

## Un nouveau documentaire polémique le décrit comme le « cerveau de Bush ».

Né à Denver le 25 décembre 1950, ce Texan d'adoption a fait ses premiers pas en politique comme chef de section des jeunes républicains. À ce titre, il a fait connaissance avec George Bush père, dont il a dirigé la campagne infructueuse pour l'investiture républicaine en vue de l'élection présidentielle de 1980. Il est resté dans l'entourage du chef du clan Bush après que celui-ci eut accepté de devenir le vice-président de Reagan avant de devenir lui-même président.

En 1993, George Bush fils a embauché Rove à son tour pour organiser sa campagne victorieuse pour le poste de gouverneur du Texas, un

État qui passait alors pour solidement démocrate.

Selon le film *Bush's Brain*, réalisé par Michael Paradies Shoob et Joseph Mealy et tiré du livre éponyme, Rove aurait fait goûter sa médecine à l'adversaire démocrate de son employeur, la démocrate Ann Richards. À la veille du scrutin, il aurait organisé un sondage bidon dans lequel les électeurs étaient invités à répondre à des questions sur la présence de « nombreux homosexuels » dans l'entourage du gouverneur sortant.

Toujours selon le film, Rove aurait employé la même tactique contre le sénateur John McCain, qui se présentait contre son client pour la nomination républicaine en 2000. Cette fois-ci, des prétendus sondages avaient notamment demandé aux électeurs s'ils seraient plus ou moins enclins à voter pour McCain s'ils savaient que le sénateur avait eu un enfant avec une Noire. McCain et sa femme avaient adopté quelques années auparavant une fillette du Bangladesh.

Le film et le livre *Bush's Brain* ne fournissent aucune preuve incontestable de la culpabilité de Rove dans ces coups bas — seulement des preuves circonstancielles, qui suffisent cependant aux démocrates pour le présenter comme le Machiavel des temps modernes.

La confiance que Bush voue à Rove est indéniabla. Après son entrée à la Maison-Blanche, le président l'a gardé à ses côtés comme conseiller spécial. Les deux conseillers qu'il lui donne en disent long sur ce qu'il pense à

son sujet : *Boy Genius* et *Turd Blossom*. Le premier de ces surnoms fait allusion à l'intelligence de Rove, qui possède une connaissance profonde du paysage politique américain. Le deuxième est une expression texane qui fait allusion aux fleurs qui émergent parfois des excréments de bovins.

Plutôt grand, la silhouette un peu enrobée, Karl Rove paraît rarement en public. Le plus souvent, ses déclarations sont celles « d'un haut fonctionnaire de l'administration s'exprimant sous le couvert de l'anonymat ».

Les démocrates le croient responsable de la fuite du nom d'une agente de la CIA, Valerie Palme. Selon eux, cette indiscrétion visait à punir son mari, l'ancien ambassadeur Joseph Wilson, pour avoir publiquement mis en doute les arguments du président affirmant que Saddam Hussein avait cherché à obtenir de l'uranium en Afrique.

Une fois de plus, Rove a nié toute implication, tout comme il avait nié en 2002 lorsque les démocrates l'avaient accusé d'avoir politisé la crise irakienne pour en faire un enjeu majeur des élections de mi-mandat et détourner le débat de la mauvaise situation de l'économie et des scandales qui secouaient le monde financier.

Un jour, Karl Rove admettra peut-être ses coups bas, comme l'avait fait son ami Lee Atwater sur son lit de mort en 1991. « Je céderais tout le pouvoir du monde en échange d'une soirée avec mes amis », avait écrit Atwater, décrivant le « vide spirituel au coeur de la société américaine ».

**Tirages**  
de paniers de produits  
régionaux  
Une gracieuseté de  
**La Financière agricole**  
du Québec

**Le dimanche  
12 septembre**

**UPA**  
L'Union des  
producteurs  
agricoles

**PORTES  
OUVERTES  
SUR LES  
FERMES  
DU QUÉBEC**

# Activité gratuite

## Beau temps, mauvais temps

Dégustations, jeux et animation pour toute la famille

**10 h à 16 h**

Pour plus d'information :

**www.upa.qc.ca**

**Tél. : 1 888 MA FERME**

Notre porte-parole  
**Jean L'Italien**

Comédien et  
producteur agricole

## Également !

**Portes ouvertes à la maison de l'UPA**

- **Activité gratuite**
- Dégustations de produits, épiluchette de blé d'Inde
- Animaux de la ferme sur place
- Navettes gratuites pour visiter des fermes
- Marché public et boutique de produits régionaux
- Jeux et animation pour toute la famille

**10 h à 16 h**

**555, boulevard Roland-Therrien, Longueuil**

**Agriculture, Pêcheries  
et Alimentation**  
**Québec**

**ALIMENTS  
DU QUÉBEC**

**COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE  
DE QUÉBEC**  
CO-OP **Sonic** OLYMEL

**Desjardins**

**PROVIGO**  
PROVIGO LOBLAWS MAXI

**TVA**

### ST-JEAN-VALLEYFIELD

**Fermes ouvertes en visites individuelles**

#### Ferme Quinn

*Maraîchère, petits fruits*  
2495, boulevard Perrot Sud  
Notre-Dame de l'Île-Perrot

#### Ferme Isabelle inc.

*Grandes cultures, bovins, porcs, laitière*  
74, route 201  
Coteau-du-Lac

#### Fermes Peter Stephenson inc.

*Grandes cultures, fruits  
et légumes de transformation*  
147, chemin Sainte-Marie  
Sainte-Marthe

#### Miel Nature

*Apicole*  
395, chemin du Canal  
Melocheville

#### Ferme Montcalm et frères

*Laitière*  
95, rang 5  
Saint-Louis de Gonzague

#### Les Élevages Périgord

*Canards et produits dérivés*  
228, rue Principale  
Saint-Louis de Gonzague

#### Ferme Van Velzen & Fils SENC

*Grandes cultures, maïs sucrés*  
1201, Général-Vanier  
Boucherville

#### Ferme Alain et Benoît Hébert

*Grandes cultures, fruits et légumes  
de transformation, bovins*  
1551, chemin de la Rivière aux Pins  
Varenes

#### Ferme Sy-Jo Hanfield

*Laitière, bovins, grandes cultures, acéricole*  
813, rang du Brûlé  
Contrecoeur

#### Le Ruban bleu

*Chèvres laitières*  
449, rang Saint-Simon  
Saint-Isidore

#### Ferme Héléne Dumont

*Chèvres, viande caprine*  
138, rang Sainte-Anne  
Saint-Chrysostome

#### Réal et Diane Miller SENC

*Grands gibiers (cerfs rouges)*  
65, rang Saint-Antoine  
Saint-Chrysostome

#### Cabane à sucre l'Hermine

*Acéricole*  
212, rang Saint-Charles  
Havelock

#### Ferme biologique Machabée

*Maraîchère (biologique)*  
7, rue Duncan  
Saint-Chrysostome

#### Vignoble du Marathonien

*Vignoble*  
318, route 202  
Havelock

#### Brasserie St-Antoine Abbé,

**Miellerie la Ruche d'Or, Hydromellerie,**  
**Les Vins mustiers Gerzer**

*Apicole*  
3299, route 209  
Saint-Antoine Abbé

#### Vergers McMillan Orchards

*Pommes*  
1639, route 202  
Franklin

### Hazelbrae Farm SENC

*Bovins, laitière*  
1650, chemin de la Rivière-des-Anglais  
Howick

### Ferme Agri-Bœuf

*Bovins, grandes cultures*  
982, chemin des Patriotes Ouest  
Saint-Jean-sur-Richelieu (L'Acadie)

### Fraisière et Vignoble

**Louis Hébert et Fils**  
*Petits fruits et produits dérivés*  
978, chemin 4<sup>e</sup> Ligne  
Saint-Valentin

### Vignoble Angell

*Vignoble*  
134, rang St-Georges  
Saint-Bernard-de-Lacolle

### Ferme Sergyanic

*Laitière, bovins, grandes cultures*  
34, rang Double  
Saint-Urbain-Premier

### Ferme Leclair et frères

*Maraîchère (radis, oignons, échalotes)*  
157, Saint-Pierre Ouest  
Sherrington

### Vignoble Royer St-Pierre

*Vignoble*  
182, route 221  
Napierville

### LANAUDIÈRE

**Fermes ouvertes en visites individuelles**

#### La Courgerie

*Maraîchère (courges)*  
2321, Grand Rang Saint-Pierre  
Sainte-Elisabeth

#### Ferme Petit Nord SENC

*Laitière*  
366, rang Petite Noraie  
Saint-Charles-Borromée

#### Ferme Danielle Sansregret

*Bovins*  
1071, chemin Archambault  
Crabtree

#### Ferme André Vannérum

*Grands gibiers (bisons)*  
2152, rue Allard  
Mascouche

#### Les Fendilles sucrées inc.

*Acéricole*  
201 B, Côte St-Louis  
Saint-Esprit

#### Ferme Michel et Danielle Allard

*Porcs*  
248, rang Rivière Nord  
Saint-Esprit

#### Ferme Ancestrale Martin

*Volailles (biologique)*  
36, rang Rivière Sud  
Saint-Esprit

#### La Terre des bisons

*Grands gibiers (bisons)*  
6855, chemin Parkinson  
Rawdon

#### Ferme St-Martin

*Laitière*  
3500, rang Saint-Martin  
Saint-Félix-de-Valois

#### Centre de production

*d'embryons Damythier*  
*Bovins (transfert d'embryons)*  
281, rang 5  
Saint-Liguori

### La Seigneurie des Patriotes

*Grands gibiers (daims)*  
573, Montée Sainte-Marie  
L'Assomption

### Ferme J.M. et S. Forest

*Laitière*  
990, rang Beauchamp  
Saint-Jean-sur-Richelieu (L'Assomption)

### Ferme Naric SENC

*Laitière*  
2541, Grand Rang Sainte-Catherine  
Saint-Cuthbert

### Ferme l'Oie d'or

*Oies*  
1851, rang Saint-Louis  
Saint-Gabriel-de-Brandon

### Ferme-école Desjardins de Lanaudière

*Grandes cultures, porcs, volailles, bovins*  
1707, route 158  
Saint-Thomas

### Fromagerie La Bergère et le Chevrier

*Chèvres, brebis laitières*  
119, Grande Côte Est  
Lanoraie

### La Cannebergère Coutu

*Canneberges*  
1840, rang Saint-Albert  
Saint-Thomas

### OUTAOUAIS-LAURENTIDES

**Fermes ouvertes en visites individuelles**

#### Ferme Lavalloise inc

*Laitière, grandes cultures*  
7460, boulevard des Mille-îles  
Laval

#### Ferme Grover inc

*Horticole, maraîchère (serres et champs)*  
7360, boulevard St-Martin Ouest  
Laval

#### Les Gestions Chou-Bec inc.

**(Le Centre d'interprétation  
de la Courge du Québec)**  
*Maraîchère*  
839, chemin Principal  
Saint-Joseph-du-Lac

#### Intermiel inc

*Apicole, acéricole*  
10 291, rang Lafresnière  
Mirabel (St-Benoît)

#### Ferme Jacques et Eric Desrosiers

**Ferme B & L. Desrosiers**  
*Bovins (parc d'engraissement)*  
3860, rang Saint-Hyacinthe  
Mirabel (St-Hermas)

#### Fermes Belvache enr.

*Laitière, grandes cultures (biologique)*  
235, rang La Plaine (route 355)  
Sainte-Anne-des-Plaines

#### Fraisebec inc

*Fraises d'automne*  
420, rang Lepage  
Sainte-Anne-des-Plaines

#### J.M.S. Amitiés SENC

*Laitière*  
105, 1<sup>er</sup> Rang de Moreau  
Ferme-Neuve

#### Ferme Raymond Venne

*Agneaux-moutons*  
1572, Montée des Venne  
Mont-Laurier

#### Ferme Laurentienne enr.

*Bovins (vaches et veaux)*  
836, Notre-Dame  
Montebello

### Ferme Madelon SENC

*Laitière*  
831, rang Sainte-Madeleine  
Saint-André-Avellin

### McGoey Holstein

*Laitière, petits animaux de ferme*  
1451, route 105  
Farrelton

### ST-HYACINTHE

**Fermes ouvertes en visites individuelles**

#### Ferme Gilles Lapointe

*Laitière*  
1031, 20<sup>e</sup> rang  
Upton

#### Les Plantons A et P inc.

*Serres (conifères, clématites, boutures)*  
1054, rang 1 Ouest  
Sainte-Christine

#### Vergers Pierre Tremblay & Fils inc.

*Pommes, poires, prunes*  
375, rang de la Montagne  
Mont Saint-Grégoire

#### Ferme Lochette

*Agneaux, grandes cultures*  
340, rang de Versailles (route 227)  
Mont Saint-Grégoire

#### Ferme Michel Marchand

*Chèvres (laitières, angoras et de boucherie)*  
1191, rang de l'Église (route 227)  
Marieville

#### Ferme Henri Loisselle

*Grandes cultures*  
670, rang des Trente  
Saint-Marc-sur-Richelieu

#### Les Produits d'Antoine

*Pintades*  
2015, chemin Du Rivage (route 223)  
Saint-Antoine-sur-Richelieu

#### Ferme Iwanna

*Laitière, acéricole, porcs*  
1025, chemin Adamsville  
Brigham

#### Ferme Mibelson inc.

*Laitière*  
220, Grand Rang  
La Présentation

#### Ferme Jocelyn Michon inc.

*Grandes cultures en semi-direct*  
190, Grand Rang  
La Présentation

#### Ferme Daulurain inc.

*Grandes cultures*  
135, rang Amyot Ouest  
Saint-Denis-sur-Richelieu

#### Vergers Trois Pommes

*Pommes*  
470, rue Principale  
Rougemont

#### La Belle Ferme

*Veaux de grains (Ferme moderne robotisée)*  
661, rang Saint-Amable  
Saint-Barnadé-Sud

#### Vignoble de Lavoie Poitevin

*Vignoble*  
100, de la Montagne  
Rougemont

#### Entreprises Le Cactus Fleuri inc.

*Serres (cactus)*  
1850, rang Nord-Ouest  
Sainte-Madeleine

#### Ferme P. & M. Daigneault

*Laitière*  
354, chemin des Patriotes  
Saint-Mathias-sur-Richelieu

### Ferme Godale SENC

*MESSE SOUS CHAPITEAU*  
*Laitière*  
384, rang Saint-Thomas  
Saint-Aimé

### Ferme Perreault inc.

*Laitière*  
548, rang Michaudville  
Saint-Bernard-de-Michaudville

### Bergerie Richelieu

*Agneaux*  
441, chemin Richelieu  
Saint-Marc-sur-Richelieu

### Excel-Serres

*Serres (Tomates)*  
199, rang du Haut de la Rivière  
Saint-Damase

### Ferme Gillal inc.

*Laitière*  
9450, rang 3  
Saint-Hyacinthe (Sainte-Rosalie)

### Ferme J.P. Dion et Fils

*Porcs*  
154, rang Charlotte  
Saint-Liboire

### Ferme Galin

*Laitière*  
48, rang 1 Est  
Sainte-Cécile-de-Milton

### Ferme Larocque et Frères inc.

*Agneaux*  
12, rang Perry  
Stanbridge Est

### Ferme Jeanipa inc.

*Grandes cultures*  
137, rang Bord-de-l'Eau  
Saint-Marcel

### Ferme Maskita

*ITA DE SAINT-HYACINTHE*  
*Laitière*  
3230, rue Sicotte  
Saint-Hyacinthe

### Clos Saint-Denis inc.

*Vin, cidre et pomme de glace*  
1149, chemin des Patriotes  
Saint-Denis-sur-Richelieu

### Ferme Denis Benoît

*Porcs*  
220, rang Saint-Thomas  
Saint-Aimé

### CIRCUIT DE VISITES EN AUTOBUS

Un seul circuit d'autobus est organisé pour les visiteurs. Les départs se font tous au parc Donald-Martin d'Acton Vale.

#### PREMIER DÉPART, 10 h 30

#### Les Plantons A. et P.

*Serres*

#### Ferme Gilles Lapointe

*Lait*

#### DEUXIÈME DÉPART, 12 h 30

#### J.P. Dion et fils

*Porcs*

#### TROISIÈME DÉPART, 14 h 30

#### Les Plantons A. et P.

*Serres*

# Chers premiers ministres...

À la veille de la rencontre des premiers ministres sur la santé, nous vous offrons trois textes provenant d'horizons différents, qui présentent chacun leur vision des besoins urgents sur lesquels nos élus devraient s'entendre au cours des prochains jours.

## La santé, nous en sommes tous malades!

Quel remède magique va-t-on trouver pour ressusciter notre système de soins?

JANA HAVRANKOVA



L'auteure est médecin à l'hôpital Saint-Luc/CHUM.

Les gens comme moi, oeuvrant « sur le terrain », observent la conférence fédérale-provinciale sur la santé avec un certain scepticisme, pour ne pas dire un scepticisme certain.

Quel remède magique va-t-on trouver pour ressusciter notre système de soins? S'agit-il plutôt d'un exercice de relations publiques à saveur électorale ou encore d'un combat de coqs au sujet des compétences fédérales et provinciales? Quoi qu'il en soit, préparons-nous à certaines phrases-chocs qui nous seront sans doute servies par nos politiciens.

« Il faut une meilleure gestion du système de soins de santé. » Stop! cela suffit! Le système est déjà trop géré: nous y trouvons plus de généraux que de soldats. Nous n'avons vraiment pas besoin d'autres gestionnaires. Nous manquons de personnes qui travailleraient directement auprès des malades.

« Ce n'est pas une question d'argent. » Hélas, si. Comment voulez-vous diminuer les listes d'attente pour les chirurgies si vous n'ouvrez pas les salles d'opération et des unités de soins, en payant des gens qui vont y travailler?

« Nous ne pouvons pas instaurer un système d'assurance médicaments national. » Et comment, diantre! allons-nous soigner des malades souffrant de conditions qui ne se prêtent pas à la chirurgie? Une chance que les provinces se sont débrouillées pour mettre sur pied leurs propres régimes d'assurance médicaments! Que des disparités existent entre les provinces ne semble pas tracasser le fédéral. Une chance qu'environ 50% des Québécois possèdent une assurance médicale de leur employeur allégeant ainsi la facture de la province! L'apport du privé ne semble nullement gêner Paul Martin. Le fédéral devrait féliciter les provinces pour leurs programmes et envoyer l'argent nécessaire pour le maintien et l'amélioration de ces derniers.

« Nous ne voulons pas de médecine à deux vitesses. » Sans doute parce qu'on s'ennuierait de la médecine à trois vitesses. La première, pour le commun des mortels, qui attend et attend. La deuxième, pour celui qui possède une assurance privée pour des examens de laboratoire et de radiologie, lui assurant un rendez-vous de suivi médical plus rapproché. Une troisième vitesse pour celui qui connaît quelqu'un quelque part dans le réseau. Belle justice!



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

« Dans le réseau de la santé nous retrouvons plus de généraux que de soldats. Nous n'avons vraiment pas besoin d'autres gestionnaires. Nous manquons de personnes qui travailleraient directement auprès des malades », estime le D<sup>r</sup> Havrankova.

« Tout apport du privé mettrait en péril le système public. » Oui, si on regarde les bras croisés les médecins se désaffilier du régime public pour travailler exclusivement en privé. Non, si on définit clairement les actes pouvant être effectués en privé, en sus de ceux que le système public est capable d'assumer. Si un chirurgien ne peut opérer que deux jours par semaine à l'hôpital, quel mal y a-t-il à ce qu'il opère une autre journée d'autres patients qui veulent payer de leur poche ou avec leurs assurances?

« La Loi canadienne sur la santé ne permet pas les soins privés. » Une loi n'est pas un dogme. Si elle nuit aux citoyens plus qu'elle ne les aide, il faut l'amender. Surtout si elle ne remplit plus ses promesses d'accessibilité, gratuité, universalité et « transférabilité ».

« La santé est de compétence provinciale. » Enfin, une phrase juste. Comme dans toute entreprise humaine, c'est celui qui connaît le mieux un problème et qui le côtoie de plus près qui devrait le résoudre. Malheureusement, le lointain fédéral disposant de l'argent veut poser des « conditions » à l'envoi de chèques aux provinces. J'espère que ces fameuses conditions correspondront grosso modo aux préoccupations des provinces en matière de santé. Ainsi, les politiciens provinciaux pourront s'écrier en chœur: « Ça tombe bien, Monsieur Martin, c'est justement ce que nous voulions faire: envoyez l'argent prestement! »

En somme, j'espère, chers premiers ministres, que vous trouverez un terrain d'entente et que vous penserez plus aux citoyens qu'aux électeurs. Nous vous regardons avec scepticisme, mais pas avec indifférence.

## Un immense paquebot

CLAUDE LECLERC



Infirmier de formation, l'auteur est professeur-chercheur au département des sciences infirmières de l'UQTR et chercheur associé au Centre de recherche Fernand-Seguin de Montréal.

Comme infirmier et aussi comme professeur-chercheur, je suis préoccupé par les informations transmises aux médias à l'approche de la conférence des premiers ministres sur la santé. Mes expériences professionnelles m'ont fait comprendre que le système de santé est un immense paquebot qui prend du temps à modifier son parcours. Il est par malheur conduit par de multiples capitaines qui ne naviguent pas ensemble dans la même direction.

Un nombre important d'instances dictent les politiques de la santé, compliquant par le fait même les transformations du système. En plus, ce système est tellement gourmand qu'il absorbe depuis des années tout l'argent injecté sans retombées réelles sur l'accessibilité aux services. Il est contrôlé par une logique de gestion plutôt que par une logique de services humanitaires. Cette façon de faire a pour effet de réduire la qualité de vie de plusieurs citoyens en attente de services de santé.

Les gouvernements fédéraux et provinciaux ont des visions différentes des services de santé. Certaines provinces souhaitent davantage d'implication du gouvernement fédéral dans ce domaine alors que d'autres, comme le Québec, refusent l'ingérence du fédéral. L'injection de nouveaux fonds dans le système de santé par le fédéral s'accompagnerait de nouvelles conditions, ce qui implique davantage de gestion et de centralisation.

Il faut clarifier pour de bon les champs de compétences, les respecter et rejeter toute bureaucratie additionnelle. L'imposition de conditions nationales implique une uniformité des besoins des provinces. Il n'en est rien.

Ottawa soutient qu'il s'objectera à tout système de santé à deux vitesses au Canada, contrairement au désir de certaines provinces. Toutefois, les cliniciens vous diront que nous avons déjà un système de santé à plusieurs vitesses. L'accessibilité aux services sera meilleure si vous vivez dans une grande ville, si votre réseau de connaissances est influent ou si vous avez de meilleurs revenus. Plus vos conditions de vie sont difficiles,

**Le navire de la santé est conduit par de multiples capitaines qui ne naviguent pas ensemble dans la même direction.**

plus vous aurez de problèmes de santé et plus l'accès aux services sera problématique.

Le système de santé est un monopole et lorsqu'il fonctionne mal, la population se retrouve captive, sans alternative. Dans ce système, le pouvoir appartient à la politique et aux gestionnaires, bien plus qu'aux professionnels de la santé. Les décideurs fédéraux, provinciaux et locaux établissent des règles, des procédures ainsi que des normes qui complexifient énormément l'offre des services. L'ajout de nouvelles conditions par le fédéral alourdira encore le processus. (...)

J'espère que les premiers ministres comprendront l'importance de décentraliser les décisions afin de répondre aux besoins particuliers des régions. Les cliniciens pourraient fournir des solutions mais la centralisation tue plusieurs initiatives. Il faut non seulement répartir équitablement les ressources professionnelles et les budgets, mais réaliser les Réseaux intégrés de santé, favoriser l'accès aux médecins de famille, accélérer le développement comme partout en Amérique du rôle d'infirmière praticienne et offrir une autonomie accrue aux professionnels de la santé non médecins. Un projet d'implantation de faculté de médecine en région est en cours à Trois-Rivières. Il faut encourager de tels projets qui favoriseront la rétention des médecins et l'arrivée en région de médecins qui souhaitent enseigner dans un cadre universitaire.

Si on ne cesse pas le gaspillage et que l'on continue de privilégier le processus plutôt que les résultats, le système sera trop coûteux à brève échéance et ne pourra survivre. Au-delà de tous les débats financiers qui ont cours et des rapports de forces qui s'exerceront, je vous demande, chers premiers ministres, de ne pas perdre de vue les personnes qui ont besoin de soins ainsi que l'opinion des soignants.

## Entendez-vous, de grâce!

PAUL G. BRUNET



L'auteur est directeur général du Conseil pour la protection des malades (CPM).

Les sempiternelles chicanes politiques fédérales-provinciales peuvent trouver preneur et intérêt jusqu'à un certain point auprès des experts en droit constitutionnel, des politiciennes et des politiciens ou encore auprès de celles et ceux qui s'intéressent particulièrement à la politique. Là où ces chicanes politiques sont moins drôles, moins opportunes et certainement moins acceptables, c'est lorsque pendant qu'elles ont cours, des centaines de milliers de gens au Canada, au Québec, souffrent, attendent sur des listes d'attente et subissent parfois même une aggravation de leur état de santé. Certains en meurent. La santé des gens est trop importante pour qu'elle fasse les frais de la politique, soit-elle canadienne ou québécoise.

Pourquoi les parties ne peuvent-elles pas convenir des trois ou quatre champs de dépenses dans lesquels celles-ci pourraient être faites, avec l'accord de tous, puisque tous conviennent que par exemple, les domaines des listes d'attente (ou du temps d'attente), les soins à domicile, les déficiences dans l'ac-

cueil à l'urgence, la vétusté des équipements médicaux font déjà et pratiquement l'unanimité entre les provinces.

Pourquoi les gouvernements doivent-ils en venir à une entente sans délai?

Parce que des acteurs du réseau de la santé en sont rendus à s'écorcher vivants, tellement ils sont à bout de souffle, ne réalisant pas que les problèmes du réseau de la santé sont en train de les faire se battre entre eux plutôt que de s'unir, croyant que le réseau ne se remettra pas des crises successives, financières, organisationnelles qui l'accablent:

> on en est rendu à personnaliser, juger et

**On ne devrait pas avoir le droit de faire de la politique sur le dos de la santé des patients.**

vouloir la tête du moindre administrateur hospitalier ou professionnel de la santé, pour tous les problèmes qui surviennent dans un établissement ou dans le réseau de la santé;

> on en est rendu à juger que le droit de travailler dans le réseau doit être privilégié à celui de recevoir des soins;

> on en est rendu à croire que le meilleur endroit pour recevoir des soins de longue durée est en centre hospitalier de soins de longue durée;

Parce que les comités d'usagers, dans les établissements de santé du Québec, nous si-

gnalent combien, à certains égards, la voix au chapitre de la personne malade, âgée, handicapée, psychiatisée, est réduite à sa plus simple expression; le sous-financement, les problèmes de priorisation, d'organisation, de représentation ne s'améliorent pas non plus avec les solutions de regroupement mises de l'avant plus récemment;

Parce que les visites récentes dans des établissements de santé et des rencontres systématiques avec des comités d'usagers, laissent entrevoir combien les problèmes de priorisation des activités et ceux de financement pour un meilleur réseau de la santé, sont importants, et méritent que les gouvernements fédéral et provinciaux s'y attardent et s'entendent sans délai;

Parce qu'il y a des avantages formidables, sans égard à la politique, à ce que les gouvernements fédéral et ceux de toutes les provinces s'entendent, notamment celui où des patients, des chercheurs et des professionnels de la santé de partout au Canada et au Québec qui, inquiets de ce que l'on veut faire des informations de leur dossier médical pour les uns, et de savoir comment ils feront avancer les connaissances sur les maladies pour les autres, se rassemblent et tentent, mieux que nos politiciens, de convenir sur les règles d'utilisation des données sur la santé des gens partout au Canada et au Québec;

Parce qu'on a perdu le sens et la raison d'être du réseau de la santé;

Parce qu'on en est rendu à croire que le public n'a pratiquement plus sa place dans la prestation des soins, tellement on en a rapporté les erreurs, et que le privé sauvera ainsi le réseau de la santé.

## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

## ÉDITORIAL

## Le laboratoire irakien

Nous publions aujourd'hui le second de deux éditoriaux sur l'évolution du terrorisme depuis le 11 septembre 2001.



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

Par définition, le terrorisme est aujourd'hui l'affaire de radicaux, comme il l'a toujours été. Une forme ou une autre de pensée magique, de corpus religieux, y a toujours été associée.

C'est le terrorisme européen qui, au début du XX<sup>e</sup> siècle, a campé le genre. De ses origines russes à ses variantes allemande, italienne ou française, il promettait le paradis sur terre aux masses laborieuses qu'il s'agissait de convertir, par le missionnariat de l'explosif, à la dictature du prolétariat. Le terrorisme islamo-fasciste actuel reproduit exactement le même schéma (ce qui n'est pas un hasard), par la même catéchèse de l'attentat meurtrier, en vue d'un paradis sur terre plus ou moins équivalent : celui d'un monde placé sous la bienveillante tutelle d'Allah — qui est grand, comme chacun sait.

Le reste n'est que prétexte.

Oussama ben Laden n'a commencé qu'après le 11 septembre 2001 à « faire de la politique », au sens où on l'entend généralement. C'est-à-dire à se préoccuper de la cause palestinienne, ou de l'Afghanistan, ou de l'Irak. Auparavant, il n'était question dans ses prêches

**L'Occident entier est rejeté, jusque dans ses activités d'information et de secours direct.**

de terre sainte foulée par les infidèles. Et de dictature islamiste à instaurer à l'échelle mondiale, charia comprise.

Bref, il tombe sous le sens que cette forme particulière de radicalisme conduisant au meurtre en série d'innocents, y compris d'enfants, ne peut être satisfaite par des réformes concrètes, même importantes sur le plan géopolitique, mais toujours partielles au regard de l'objectif poursuivi.

De ce point de vue, la situation n'a pas progressé d'un centimètre depuis le massacre de New York et Washington, dont on marquait le troisième anniversaire, hier.

L'un des derniers attentats majeurs, celui de Jakarta en Indonésie (jeudi, neuf morts, 200 blessés), visait à faire pression sur l'Australie, certes. Mais il s'inscrivait surtout dans le contexte plus large d'une islamisation de cette région du globe, où vit la population musulmane la plus importante de la planète.

Cependant, c'est surtout l'Irak qui sert de laboratoire et de vitrine à ce qu'il faut bien voir comme l'amorce de cette guerre des civilisations évoquée dans le célèbre ouvrage de Samuel Huntington. Et ce, en un processus nourri et accéléré par la stupide décision de l'administration Bush de déboulonner en priorité la dictature de Saddam Hussein — laquelle était sanguinaire, certes, mais inoffensive sur le plan idéologique.

Deux séries d'événements illustrent ce dérapage.

La première est la prise en otages en Irak de journalistes (notamment français, les plus couvés par la diplomatie internationale) ainsi que de travailleurs humanitaires (surtout les quatre membres d'une ONG italienne) commis à la cause de la paix et de l'aide au peuple irakien. Le message est clair, s'il ne l'était pas déjà depuis le dynamitage des bureaux de l'ONU à Bagdad : c'est l'Occident tout entier qui est rejeté, jusque dans ses activités de libre information et de secours direct.

En conséquence, les ONG fuient l'Irak en masse depuis trois jours. Y compris le coordonateur des activités de la cinquantaine d'ONG présentes en Mésopotamie, Jean-Dominique Bunel, qui s'est éclipsé, jeudi. Cela va évidemment empirer encore le sort des Irakiens. Ce qui est précisément le but recherché par la terreur en fonction d'un vieux principe radical édicté par les précurseurs européens : c'est de la misère absolue que naissent les « révolutions »...

Le second fait nouveau réside dans le retournement perceptible des faiseurs d'opinion du monde arabe depuis l'enlèvement des journalistes Christian Mesnot et Georges Malbrunot. Et, surtout, depuis le massacre des enfants de Beslan, en Ossétie du Nord.

Sans doute notamment à cause du facteur de proximité historique entre le monde arabe, d'une part, et la Russie ainsi que la France, d'autre part, les intellectuels musulmans et les journaux du Proche-Orient se sont montrés scandalisés par ces deux opérations. On a entendu les protestations des leaders musulmans français. On a vu le quotidien de l'Autorité palestinienne *Al-Ayyam* aller jusqu'à parler de « déshonneur arabe ». Et le quotidien saoudien *Okaz* fustiger ces « bouchers au nom d'Allah ».

C'est lucide et tout bonnement humain. Mais c'est ambigu. Car cela crée deux classes de victimes : celles qui ont droit à la commisération et celles qui n'y ont pas droit. On ne se souvient pas, par exemple, avoir rien entendu de tel au lendemain du 11 septembre 2001.

Or, dans cette guerre — puisque plus personne ne doute qu'il s'agit d'une guerre —, cette discrimination est la dernière chose dont la, ou plutôt les civilisations, ont besoin.

## LA BOÎTE AUX LETTRES

## Tout se négocie

Le chef de l'opposition officielle, Bernard Landry, estime que la conférence fédérale-provinciale de la semaine prochaine sera un succès si le premier ministre Jean Charest revient d'Ottawa avec en poche 3,3 milliards de plus pour le Québec, dès cette année. Monsieur Landry devrait savoir que tout se négocie en autant que chacune des parties fasse des compromis. À ce que monsieur Landry est et a été lorsqu'il est question de fédéralisme canadien, il ne fera jamais de compromis car cela prouverait que la fédération canadienne fonctionne. En étant rigide comme il est, il s'assure de démontrer que seul son idée d'indépendance l'emporte. J'oubliais qu'il plie seulement devant les syndicats CSN, FTQ et CSQ dans le but de gagner ses élections.

Michel Drouin  
 Arrondissement Laurentien, Québec

## De la mesquinerie

Nous avons appris le geste posé par Bernard Landry à l'égard de la députée de Pointe-aux-Trembles, madame Nicole Léger et nous n'avions jamais cru voir autant de mesquinerie chez un chef de parti. Voilà une députée qui a OSÉ prendre position pour un congrès à la chefferie, et cela avec beaucoup de franchise au point de laisser l'animatrice sans voix lors de son entrevue à la télévision, et quelques jours plus tard, le chef du Parti québécois la « punit » comme on le fait avec un enfant. Ce même chef qui, un jour ou l'autre nous proposera un référendum sur la souveraineté du Québec et qui se conduit en vrai dictateur à l'intérieur de son propre parti. Il est facile d'émailler ses dires de citations latines pour montrer sa culture, ce qui n'a impressionné personne, il est beaucoup plus difficile pour ce monsieur d'admettre que des personnes qui osent dire ce que beaucoup pensent tout bas puissent avoir raison, c'est-à-dire qu'il est temps que la course à la chefferie ait lieu. A-t-il le peur ?

Jean Dahm,  
 Maggy Schneidesch



serge paquette, collaboration spéciale

PAQUETTE-2004

DROITS RÉSERVÉS

## D'UN CANADA À L'AUTRE

## Une camisole de force

Les politiciens canadiens n'osent pas dire la vérité au sujet de notre système de santé

JEFFREY SIMPSON



L'auteur est chroniqueur aux affaires nationales au journal *The Globe and Mail*.

Qu'est-ce qu'on peut faire à propos du système de soins de santé du Canada ? Ce sera l'objet des discussions entre premiers ministres de ce pays la semaine prochaine.

On peut facilement prédire la teneur de l'une des réponses des premiers ministres : donnez-vous beaucoup plus d'argent. Mais une autre réponse est étonnante : Ottawa devrait mettre sur pied un programme national d'assurance-médicaments.

En ce qui concerne le Québec, ces deux réponses sont contradictoires. D'une part, Jean Charest, premier ministre du Québec, insiste pour souligner qu'Ottawa doit respecter la compétence provinciale en matière de santé. Donnez-nous plus d'argent, dit-il à Ot-

tawa, et allez vous faire voir. D'autre part, il invite Ottawa à assumer l'entière responsabilité du paiement des médicaments, l'élément du budget des soins de santé à la croissance la plus rapide.

dans une camisole de force. Ils n'osent pas dire la vérité aux électeurs tout en sachant que le système actuel ne peut pas durer. Alors, ils continuent à montrer du doigt l'autre niveau de gouvernement et à réclamer plus d'argent. Ou alors, ils proposent des palliatifs, comme celui du gouvernement Martin destiné à réduire les listes d'attente.

L'injection de milliards de dollars supplémentaires dans le système pourrait l'améliorer, mais de manière marginale seulement. Et lorsque l'on consacre plus d'argent à ce système, ce même argent ne peut pas être dépensé ailleurs, pour les écoles, les universités, les routes, le bien-être social, la justice. Un dollar est un dollar. Quand

l'idée de l'existence d'un énorme surplus fédéral capable de fournir des milliards additionnels au système de soins de santé actuel est un mythe.

**L'idée de l'existence d'un énorme surplus fédéral capable de fournir des milliards additionnels au système de soins de santé actuel est un mythe.**

Les politiciens canadiens sont on ne peut pas le dépenser pour autre chose.

Y a-t-il un seul Québécois qui soit satisfait de l'état des routes dans sa province ? Et demandez à n'importe quel recteur d'une université au Québec : leur établissement est-il en mesure de concurrencer les autres lorsque les étudiants paient si peu et que les subventions gouvernementales sont si chiches ?

**Manière canadienne**

On ne trouve aucun autre pays du monde industrialisé qui fait fonctionner son système de soins de santé à la manière canadienne. Partout ailleurs, un système mixte public-privé a été mis en place et ce système prévoit que les patients/usagers/contribuables paient pour une partie de leurs soins, soit en contractant une assurance soit en payant lorsqu'ils reçoivent des soins.

Étant donné que les Canadiens et leurs leaders semblent peu disposés à accepter l'expérience du reste du monde, il leur reste plusieurs options. Hausser les impôts. Continuer à réduire des services pour financer les soins de santé. Ou limiter le nombre de services médicaux couverts par le régime d'assurance-maladie.

Y a-t-il un seul Québécois qui soit satisfait de l'état des routes dans sa province ? Et demandez à n'importe quel recteur d'une université au Québec : leur établissement est-il en mesure de concurrencer les autres lorsque les étudiants paient si peu et que les subventions gouvernementales sont si chiches ?

Y a-t-il un seul Québécois qui soit satisfait de l'état des routes dans sa province ? Et demandez à n'importe quel recteur d'une université au Québec : leur établissement est-il en mesure de concurrencer les autres lorsque les étudiants paient si peu et que les subventions gouvernementales sont si chiches ?

Y a-t-il un seul Québécois qui soit satisfait de l'état des routes dans sa province ? Et demandez à n'importe quel recteur d'une université au Québec : leur établissement est-il en mesure de concurrencer les autres lorsque les étudiants paient si peu et que les subventions gouvernementales sont si chiches ?

Y a-t-il un seul Québécois qui soit satisfait de l'état des routes dans sa province ? Et demandez à n'importe quel recteur d'une université au Québec : leur établissement est-il en mesure de concurrencer les autres lorsque les étudiants paient si peu et que les subventions gouvernementales sont si chiches ?

Y a-t-il un seul Québécois qui soit satisfait de l'état des routes dans sa province ? Et demandez à n'importe quel recteur d'une université au Québec : leur établissement est-il en mesure de concurrencer les autres lorsque les étudiants paient si peu et que les subventions gouvernementales sont si chiches ?

Y a-t-il un seul Québécois qui soit satisfait de l'état des routes dans sa province ? Et demandez à n'importe quel recteur d'une université au Québec : leur établissement est-il en mesure de concurrencer les autres lorsque les étudiants paient si peu et que les subventions gouvernementales sont si chiches ?

# À VOTRE TOUR

# Drôle de mode...

## LETTRE DE LA SEMAINE

JACQUES SENÉCAL  
*L'auteur réside à Montréal.*

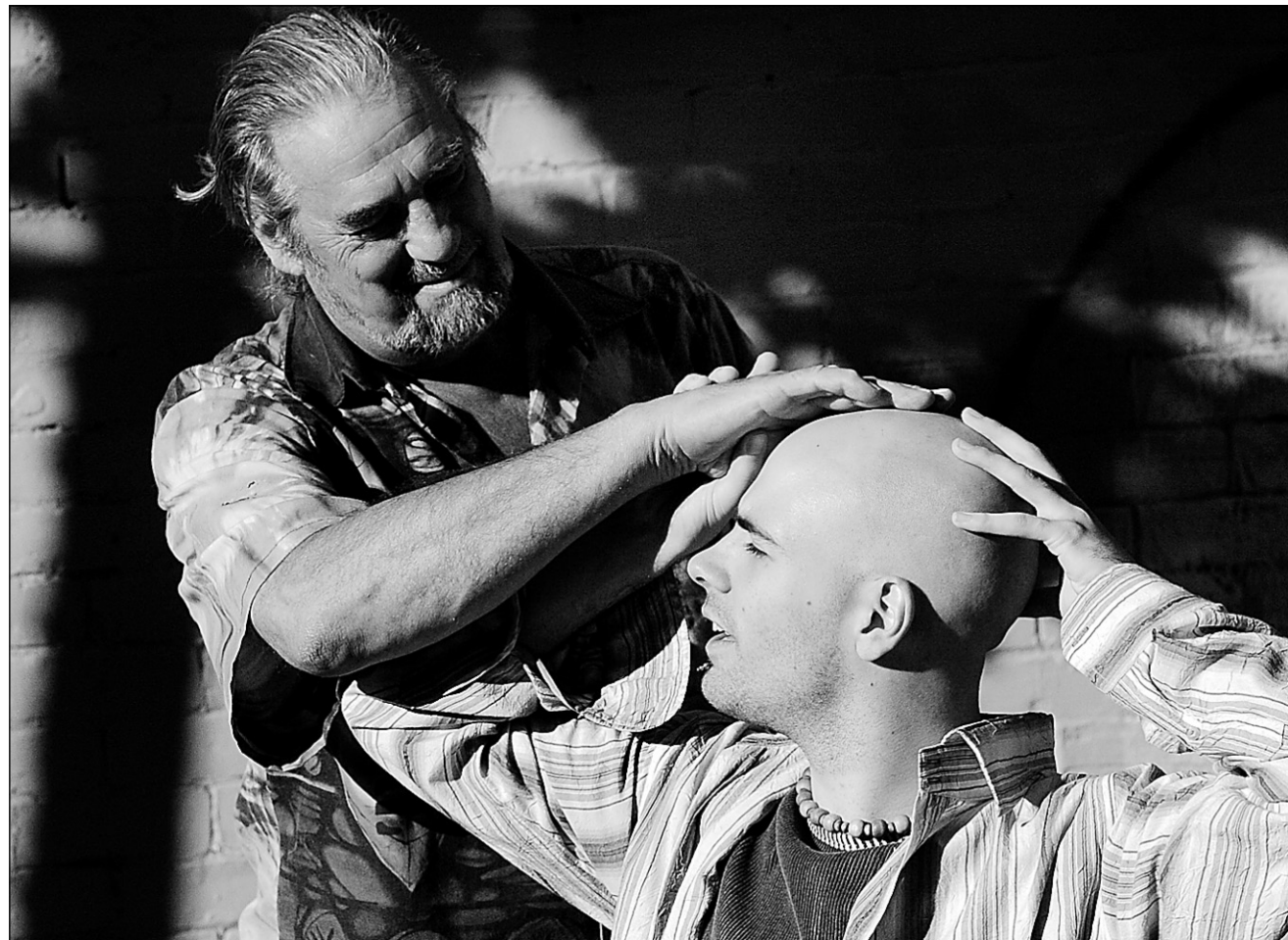
On les voit partout : dans la rue, dans les bars, à la télévision, dans les journaux (notamment sur les nouvelles photos de certains de nos journalistes les plus « in »), sur les couvertures de magazines, au cinéma, les crânes rasés sont en tous lieux. C'est la mode et on s'y conforme de plus en plus. Allégo !

Traditionnellement, on voyait ces têtes tondues chez les personnes recluses : confinées dans des monastères où la règle commune obligeait les désirs individuels au conformisme et à la contemplation ; dans des lieux de détention comme chez les bagnards où les identités personnelles étaient annihilées par diverses humiliations dont le rasage du crâne ; dans l'armée, car les soldats devant manifester obéissance, propreté et discipline, se devaient d'accepter obligatoirement la tonte ; chez les *skinheads* qui se rasaient le crâne pour marquer leur exclusion, mais aussi leur militarisme, leur extrémisme et leur violence ; chez les Krishnas dont les têtes rasées et les clochettes rappelaient les douces soumissions religieuses du passé ; chez les pouilleux aussi, comme remède radical.

Têtes rasées signifiaient : réclusion, conformisme, humiliation, hygiène, obéissance, exclusion et, forcément, révolte, agressivité, ressentiment...

Or, aujourd'hui le crâne rasé est devenu la mode.

Je me pose donc des questions.



Jacques Sénécal a peine à comprendre ceux qui, comme Maxime Landry, se rasent le crâne. Quel message veulent-ils nous transmettre ?

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

Serions-nous devenus une société qui, pour masquer sa sourde violence, choisit les apparences et les signes de l'obéissance et de l'humiliation ? Serions-nous tous sagement devenus des obsédés de l'hygiène et de la sécurité maximum ? Ou des adeptes de la douce soumission généralisée ? Serions-nous devenus si blasés qu'il nous apparaîtrait vivifiant de se donner

des airs d'extrémistes ? Ou encore, le crâne rasé serait tout simplement le symptôme extérieur d'un rasage intérieur.

La mode du monde occidental nous convie-t-elle subrepticement à arborer les insignes de la pire acceptation : celle de vivre dans un immense bagne ? Ou dans un mégamonastère voué à la contemplation... de la marchandise ? De la

technologie ? De son propre nombril ?

J'ai parfois l'impression de vivre dans un enclos d'animaux domestiques ; ne manquerait plus que l'anneau dans le nez...

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Sénécal recevra une copie laminée de cette page.

# Inhumain et inacceptable!

RENÉ NOËL  
*L'auteur réside à Sainte-Thérèse.*

J'aimerais faire une plainte formelle contre le service ambulancier dans les Basses-Laurentides. Le dimanche 5 septembre, je circulais dans une rue de Sainte-Thérèse lorsque je vois une jeune fille à bicyclette qui chute. Elle tombe lourdement du trottoir jusque sur la chaussée. Je m'arrête pour lui porter secours et constate qu'elle se plaint de douleurs à la

**Il a fallu plus de 50 minutes pour que les secours arrivent.**

hanche gauche et ne peut se relever. Elle est accompagnée de deux amis de son âge.

Comme la douleur ne s'atténue aucunement, je lui suggère fortement de ne pas bouger et lui offre d'appeler les secours par l'entremise du 911. Les trois jeunes filles sont paniquées, étant rendues plus loin que là où elles avaient le droit d'aller. Finalement, vers 16h05, je contacte le 911, leur explique ce qui s'est passé et leur mentionne que la jeune fille accidentée ne peut bouger. Il est vrai qu'elle ne semble pas souffrir de difficultés respiratoires ou de sai-

gnement apparent. Par chance, un médecin et une infirmière se sont arrêtés pour constater l'état de la jeune fille et l'immobiliser en attendant l'arrivée de l'ambulance.

Eh bien ! Croyez-le ou non, l'ambulance est arrivée vers 16h55. Pendant 50 longues minutes, cette enfant était allongée dans la rue et aucun secours officiel ne s'est pointé durant cette période. Il a fallu que l'infirmière qui s'était arrêtée téléphone à son conjoint qui est policier pour qu'une voiture de police se pointe. Celle-ci est d'ailleurs arrivée avant l'ambulance. Je me mets à la place du père qui est arrivé et a vu sa fille allongée par terre et qui attendait. Je me voyais dans la même situation où un de mes fils aurait été étendu par terre.

C'est inhumain et inacceptable ! Nous sommes parmi les citoyens les plus taxés en Amérique du Nord et les services que nous recevons sont pourris. Pendant ce temps, le coût des travaux du métro de Laval va dépasser le milliard et le gouvernement trouve de l'argent pour ça. Je pense que la société actuelle souffre de la gangrène généralisée. Ça sent la pourriture et les belles paroles des gouvernements ne convainquent que ceux qui veulent bien se mettre la tête dans le sable.

# À pleurer de honte sur la race humaine

LUC SANTERRE  
*L'auteur est Montréalais.*

J'ai trouvé un chien dans le parc Laurier sur le plateau Mont-Royal. Après avoir placardé sa description à quatre endroits différents, après avoir avisé le Berger Blanc et la SPCA, il est apparu évident que ce chien avait été abandonné.

Je ne pourrai pas le garder car je possède déjà un Lhasa Apso et je vis en appartement... Mais j'enrage tout de même. J'enrage contre ces gens stupides qui s'achètent encore des animaux comme on s'achète des jouets au magasin. J'enrage contre cette société de bureaucrates qui ne fait rien d'autres que légiférer sur des insignifiants alors qu'il existe des problèmes plus urgents. Cette société qui ne cherche rien d'autre qu'à restreindre nos libertés individuelles. N'est-ce pas elle qui vous obligera bientôt à porter le casque à vélo ? J'enrage contre cette société de psychologues et de psychiatres de tous poils. Ces nouveaux curés à la culture déficiente qui prétendent lire dans les profondeurs de votre âme.

Pendant ce temps, de petits êtres vivant doués de sentiments et d'émotions sont considérés par nos élus comme des « biens-meubles » ! Des biens meubles ! De simples et vulgaires objets inani-

més ! Des objets que l'on peut jeter à la poubelle quand bon nous semble. Pas de réglementation en vue. Pas de projet de loi. Pas même d'organismes assez énergiques pour faire des campagnes publicitaires. Pour sensibiliser le monde. Pour faire circuler des pétitions et pour qu'enfin nos fonctionnaires tablent sur des projets plus importants que leurs niaiseries.

### Animaux abandonnés

Et vous chers lecteurs ! Vous ! Ne nous la ramenez pas encore avec « votre société qui s'occupe plus de ses animaux que de ses enfants ». Nous savons tous que vous participez au problème plus qu'à la solution. Que vous hiérarchisez la vie à outrance et qu'il ne vous sera jamais possible de refuser à fiston « tant aimé », le petit chiot stupide que vous abandonnez plus tard.

Allez donc faire un tour dans les animaleries ou à la SPCA ou au Berger Blanc, enfin, dans ces endroits où l'on garde des chiens dans des cages trop petites. Des chiens qui finissent par se vomir dessus (je l'ai vu de mes propres yeux au Berger Blanc, ce dépotoir à animaux !) Et combien d'animaux déjà, sont abandonnés le premier juillet de chaque année ? C'est à pleurer de honte sur la race humaine.

# Des promesses en l'air

YVES DESCHAMPS  
*Montréalais, l'auteur est père de deux ados qui fréquentaient le Taz.*

Il y a dans un secteur de la ville que l'on appelle encore le Quartier latin, un immense complexe en construction que l'on a baptisé la Grande Bibliothèque. Son ouverture est prévue pour très bientôt.

Il y avait sur cet emplacement un immeuble que l'on a dû démolir. Cet édifice ne payait pas de mine mais, en raison de sa fonction, il attirait une clientèle nombreuse, très proche du type de jeunes que

l'on retrouve dans cet arrondissement. Je parle du Taz, bien sûr, ce temple pour les disciples du sport extrême où on pratiquait la planche à roulette, le patin à roues alignées et le BMX. Drôlement bien situé le Taz : accès direct au métro, en face d'un terminus d'autobus, le Taz avait su, au cours de sa courte existence, s'imposer comme un centre sportif majeur à Montréal. Majeur par son taux d'occupation et la ferveur ressentie chez les jeunes qui le fréquentaient.

Il y a eu depuis sa fermeture plusieurs politiciens qui se sont montrés attentifs aux doléances des

jeunes qui ont été évincés de leur lieu de prédilection. Tout d'abord, M. Bourque (mairie de la ville à l'époque) ainsi que plusieurs ministres péquistes (au pouvoir à l'époque). Des subventions ont été accordées, un lieu imposant leur a même été donné. En effet, on avait promis de convertir l'ancien incinérateur des Carrières en un centre multidisciplinaire qui offrirait les espaces nécessaires à la construction de rampes. Mais l'ancien incinérateur a été jugé impropre à l'utilisation que l'on voulait en faire pour cause de contamination possible. Plusieurs études plus tard, on nous a an-

noncé l'impossibilité de l'utiliser.

Le maire actuel, M. Tremblay, a promis de se pencher sur le dossier du Taz, mais embourbé qu'il était dans la complexité des fusions et des défusions, le dossier est demeuré sur les tablettes. Rien n'a bougé. Pourtant, pendant ce temps-là, les travaux de la Grande Bibliothèque vont bon train.

### Manque de volonté

De temps en temps, dans les journaux et à la télé on reparle du Taz, (particulièrement quand il n'y a pas grand chose dans l'actualité). On parle d'obésité chez les jeunes et du manque d'activité

# Un système pour les riches

MICHEL DESROSIERS  
*L'auteur habite à Saint-Marc-sur-Richelieu.*

Honoré, c'est le nom de mon chat ou enfin c'était...

Ce dimanche 29 août, je m'en souviendrai très longtemps. Nous étions à l'intérieur quand ma blonde entendit un bruit sourd à l'extérieur. Elle me dit d'une voix troublée qu'il venait certainement d'arriver un accident à notre Honoré. Je me suis immédiatement précipité sur la galerie pour constater que notre chat adoré venait effectivement de se faire frapper. Quand je suis arrivé tout près de lui, j'ai bien vite réalisé que ses blessures étaient sérieuses et que ça nous prenait de l'assistance pour le sauver.

Après avoir mis Honoré à l'abri et l'avoir couvert, nous nous sommes mis tout de suite à la recherche d'un vétérinaire.

Quel défi !

Le vétérinaire qui a l'habitude de s'occuper des petits bobos et des vaccins de notre minou, à grands frais, était bien entendu fermé mais nous référerait à une autre clinique à Lachine. Nous trouvions cela trop loin compte tenu de l'état précaire dans lequel semblait se trouver Honoré. Nous avons donc appelé à mon ancienne clinique vétérinaire de la rue Saint-Denis, à Montréal, mais ce fut la même réponse : on nous référerait à Lachine.

Pendant ce temps, l'état de notre chat semblait se détériorer et nous avions bien peur qu'il y reste.

Nous nous sommes alors tournés vers Saint-Hyacinthe (c'est à 10 minutes de chez nous) où il y a le Centre hospitalier universitaire vétérinaire.

### Plus de 2000 \$

D'entrée de jeu, on nous a instruit sur les politiques de l'hôpital. « On doit tout de suite vous aviser qu'il vous en coûtera entre 700 \$ et 1000 \$ pour ouvrir le dossier et qu'ensuite on ajoutera les frais pour les soins, chirurgies et autres, ce qui veut dire que vous pouvez penser à une note additionnelle de 1500 \$ minimum. »

Aucun autre commentaire ou signe de compassion ne fut ajouté à ceci. Nous avons donc continué nos recherches mais en vain.

Nous savons qu'il s'agit d'un animal et non d'un être humain mais je me demande où s'en va une société qui n'a pas plus de considération pour ces êtres chers si importants pour bien des personnes seules à qui elles apportent amour, réconfort et chaleur.

Nous sommes d'accord pour dire qu'il y a un prix à payer pour tout. Mais ce genre de comportement n'est-ce pas de l'exploitation ? Après tout, l'école vétérinaire de Saint-Hyacinthe est une institution publique que vous et moi finançons avec nos impôts !

Notre grand complice et ami s'est éteint après quelques heures de souffrance et d'attente.

J'accuse ce système d'être à la solde des riches et d'afficher une fausse image de respect pour faciliter son recrutement auprès d'une clientèle encore vierge. J'accuse le Centre hospitalier vétérinaire de Saint-Hyacinthe, et j'en assume pleinement les responsabilités, d'être le responsable de la mort de ce petit être cher qui nous procurait tant de plaisir et je me pose de sérieuses questions quant aux jeunes qui seront formés par cette institution dans ce contexte.

À quand votre démocratisation messieurs et mesdames du conseil d'administration ?

physique. Il n'y a pas de lobby organisé en faveur du sport extrême ; seulement, de temps à autre, un parent qui, comme moi, montre son indignation devant la lenteur et le manque de volonté de nos élus. Des promesses ont été faites à ces jeunes, mais elles ne sont pas tenues. On transmet quoi comme message ?

Messieurs les politiciens, pourriez vous SVP regarder un peu autour de vous ? Ces installations sont nécessaires au développement des jeunes. Vous leur dites : ne traînez pas les rues, on vous imposera des couvre-feux. Mais les alternatives, elles sont où ?

# CHAUSSEZ-VOUS À TRÈS BON PRIX.

**TOUTES LES CHAUSSURES CALLAWAY POUR FEMMES**  
IMPERMÉABILITÉ GARANTIE 2 ANS.

**TOUTES LES CHAUSSURES CALLAWAY POUR HOMMES**  
IMPERMÉABILITÉ GARANTIE 2 ANS.

**40% De Rabais**

**30% De Rabais**

\*Orig. 175\$ - 199\$

\*Orig. 199\$ - 250\$



(MODÈLE ILLUSTRÉ: W100-12)



(MODÈLE ILLUSTRÉ: M108-12)



**TAYLORMADE**  
LCC  
EN ACIER  
HOMMES 3-PW  
**498\$**  
†DROITIER SEULEMENT



**CALLAWAY**  
BIG BERTHA X-14  
EN ACIER  
HOMMES 3-PW  
**548\$**  
†DROITIER SEULEMENT



**CALLAWAY**  
BIG BERTHA X-14  
EN GRAPHITE  
HOMMES 3-PW  
**648\$**  
†DROITIER SEULEMENT



**TAYLORMADE**  
RAC HT  
EN ACIER  
HOMMES 3-PW  
**648\$**



**TAYLORMADE**  
RAC O/S  
EN GRAPHITE  
HOMMES 3-PW  
**748\$**

PLUS BAS PRIX GARANTI

**Nous garantissons que nos prix sont les plus bas en ville. Si vous trouvez un meilleur prix ailleurs, faites-nous le savoir et nous le battons de 5%!**



**JAZZ**  
FAT CAT  
SAC DE CHARIOT  
**98\$**



**TAYLORMADE**  
1.0  
SAC DE CHARIOT  
**128\$**



**CALLAWAY**  
BIG BERTHA  
SAC DE CHARIOT  
**148\$**



**TAYLORMADE**  
DELUXE  
SAC SUR PIED  
**128\$**



**CLEVELAND**  
ULTRA  
SAC SUR PIED  
**128\$**



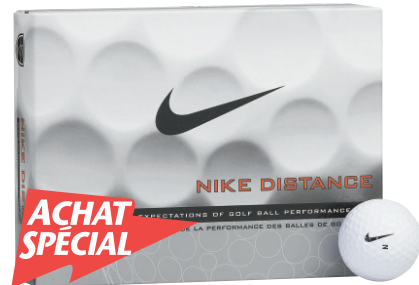
**TOP FLITE**  
SD BALATA  
BOÎTE DE 12  
**14<sup>98</sup>\$**



**MAXFLI**  
XS DISTANCE  
BOÎTE DE 15  
AVEC POCLETTE GRATUITE  
**19<sup>98</sup>\$**



**ACHAT SPÉCIAL**  
**TOP FLITE**  
XL 3000  
BOÎTE DE 15  
AVEC POCLETTE GRATUITE  
**18<sup>98</sup>\$**



**NIKE GOLF**  
DISTANCE  
BOÎTE DE 12  
**17<sup>98</sup>\$**



**TOP FLITE**  
STRATA TOUR PREMIER  
BOÎTE DE 12  
**25<sup>98</sup>\$**

\*TOUS LES PRIX ORIGINAUX MONTRÉS SONT LES PRIX RÉGULIERS DE GOLF TOWN.

**Maintenant 6 magasins pour mieux vous servir!**

**MONTRÉAL**  
1001 MARCHÉ CENTRAL ST. 514.382.4666  
**POINTE-CLAIRE**  
2315-A TRANSCANADIENNE 514.693.0055  
**ST-HUBERT**  
1571 DES PROMENADES BLVD. 450.926.0110



**LAVAL**  
3954 AUTOROUTE 440 WEST 450.680.2222  
**DOWNTOWN\***  
1231 ST. CATHERINE WEST 514.848.0078  
**ST-LÉONARD**  
6705 MÉTROPOLITAIN EAST 514.329.2069

TRANSFORMEZ VOTRE JEU

HEURES D'OUVERTURE HABITUELLES DES MAGASINS LUN - MER 9-18 JEU - VEN 9-21 SAM 9-17 DIM 10-17 \*HEURES D'OUVERTURE DU MAGASIN AU CENTRE-VILLE LUN - VEN 8-19 SAM 10-17 DIM 11-17

WWW.GOLFTOWN.COM • TOUT POUR LE GOLF